

De la
Responsabilité du Tiré
en matière de Chèque

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 10 mars 1921 à 3 heures 1/2

PAR

Théodore LENOIR

Président : M. WAHL, Professeur

Suffragants } *MM. PERCEROU, Professeur*
LÉVY-ULHMANN, Professeur



PARIS (V^e)

Marcel GIARD & C^{ie}, Libraires-Éditeurs

16, rue Soufflot et 12, rue Toullier

1921

LENOIR



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

De la
Responsabilité du Tiré
en matière de Chèque

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 10 mars 1921 à 3 heures 1/2

PAR

Théodore LENOIR



Président : M. WAHL, Professeur

Suffragants } *MM. PERCEROU, Professeur*
LÉVY-ULHMANN, Professeur



PARIS (V°)

Marcel GIARD & C^{ie}, Libraires-Éditeurs

16, rue Soufflot et 12, rue Toullier

1921

INTRODUCTION

Avant d'aborder le sujet qui fera l'objet de cette étude, il est indispensable de dire pourquoi nous l'avons choisi et comment nous comptons le traiter.

A) *Les raisons de ce travail.* — Elles sont multiples. Tout d'abord, les Banques — qui sont presque les seuls tirés¹ — courent plus de risques dans le paiement des chèques que dans leurs autres opérations. Voici, en effet, de quelle façon les choses se présentent dans la pratique. Un individu, souvent non client et inconnu, vient à la caisse d'un Etablissement de crédit : il est porteur d'une formule qui n'offre pas les garanties d'authenticité du billet de banque et il réclame le paiement immédiat de sommes parfois considérables. Il faut que le caissier prenne une

1. En France, la législation permet de tirer un chèque ordinaire sur une personne quelconque et non pas seulement sur un banquier. Mais il y a là une faculté dont il est fait assez rarement usage et qu'il conviendrait, à notre sens, de supprimer. Le système anglais du tirage exclusif sur Banques est, en effet, préférable à de nombreux égards. Pour ce qui est du chèque barré, la France elle-même n'admet comme tirés que les banquiers et quelques autres personnalités de professions similaires.

décision quasi-instantanée, et, ce qui est grave, c'est qu'il engage la responsabilité de sa Banque s'il commet une faute, que ce soit en payant ou en refusant de payer. Bref, il doit, sauf de rares exceptions, prendre parti sans délai. Cette célérité, qui est la condition sine quâ non d'une bonne circulation des chèques, augmente évidemment les aléas des Sociétés de crédit.

Il est aisé de se rendre compte que les autres opérations de Banque sont, en règle générale, moins périlleuses. Quelques exemples le démontreront. Voici d'abord l'escompte : pratiquement¹ c'est l'achat au comptant et conditionnel d'une créance à terme. Notons d'abord que n'escompte qui ne veut²; par cela même, les Banques n'assument donc ici que les risques qu'elles veulent. Tandis que dans le paiement des chèques, elles sont, s'il est permis de s'exprimer ainsi, en face d'une réquisition. De plus, quand il s'agit d'escompte, les Banques prennent leur temps : en cas de doute sur la valeur de l'effet, elles invitent le porteur à repasser et dans l'intervalle s'entourent de renseignements. En Angleterre, il existe un bureau d'informations particulièrement bien outillé auquel s'adres-

1. La nature juridique de l'escompte est très discutée : pour nous, c'est un achat conditionnel. Mais ce n'est pas le lieu de s'étendre sur cette question, si intéressante qu'elle soit; ce serait sortir du cadre de cette étude.

2. Il y a bien quelques cas d'escompte forcé à la Banque de France, mais ils paraissent comme la contre-partie de son privilège d'émission et n'offrent pas, semble-t-il, de dangers pour elle.

sent les diverses banques. Si un effet — qui ne vaut pas absolument de l'or — est présenté à l'escompte, il n'est pas payé immédiatement. Le porteur est obligé de revenir dans les vingt-quatre heures. Ce temps suffit à la Banque pour obtenir près du bureau dont nous venons de parler toutes les indications utiles. En France, nous n'avons pas une organisation aussi perfectionnée : il existe pourtant des bureaux analogues à l'Office anglais. D'autre part, les Etablissements de crédit se signalent réciproquement les « lanceurs de cavalerie ». Pour tous ces motifs — en période normale¹ — les Banques ne supportent pas trop de mécomptes du fait de l'escompte.

Il en est de même en ce qui touche les avances sur titres. C'est encore une opération que les Sociétés de crédit ne pratiquent que si bon leur semble. Elles font varier leur politique à cet égard avec les circonstances, se montrent plus ou moins faciles selon que l'horizon est au beau fixe ou qu'il s'assombrit. C'est ainsi qu'au début de la guerre, nos grandes Sociétés financières se sont empressées de dénoncer les avances en cours et de suspendre les nouvelles. De plus, les Banques ont le libre choix des titres sur lesquels elles consentent à prêter. Enfin, elles déterminent elles-mêmes la proportion de leurs avances par rapport à la cote des

1. En période de crise, il en est différemment. Il semble notamment que, à l'heure actuelle, la proportion des « impayés » soit très élevée.

valeurs engagées¹ ; elles ne dépassent guère 75 %^o. Sauf catastrophe, on peut donc les tenir pour « couvertes » et à l'abri d'aléas sérieux. Il arrive pourtant — comme pour l'escompte d'ailleurs — que la prudence des Banques se trouve en défaut. De même que des personnes aujourd'hui solvables peuvent ne plus l'être dans quelques semaines ou dans quelques mois, de même des titres peuvent en quelques bourses « dégringoler » d'une manière profonde. On sait la baisse qu'ont subie pendant la guerre les valeurs dites de « père de famille »² ; rentes sur l'Etat, obligations de la ville de Paris, des Chemins de fer, du Crédit Foncier de France. Il est à remarquer que ce sont les valeurs sur lesquelles les grandes Banques faisaient presque exclusivement des avances, si bien que de ce chef elles ont pu avoir des pertes à supporter. Mais il a fallu la guerre — et non pas une guerre quelconque — mais la plus terrible que le monde ait vue — pour qu'une telle éventualité se réalisât.

Une autre opération, qui est journellement et sur une très vaste échelle pratiquée par nos Établissements de crédit, c'est la réception des ordres de Bourse. Ici encore les risques sont minces pour l'intermédiaire, si

1. Il y a des exceptions pour la Banque de France en ce qui concerne les rentes : c'est encore une contre-partie de sa situation spéciale.

2. Ce sont les valeurs qui passaient pour les plus spéculatives qui ont le mieux résisté. Il en a été ainsi spécialement du Rio Tinto, de la de Beers, etc...

du moins il n'essaye pas de faire des affaires à tout prix et s'il s'en tient aux règlements élaborés par les Chambres syndicales des Agents de change et des Banquiers, à terme et au comptant. Diverses hypothèses doivent être envisagées :

1^o Le donneur d'ordres est un client de la Société, y a un compte-courant, des titres en dépôt. Il pourra opérer, du moins à l'achat¹, sans verser d'argent; mais la Banque prendra la précaution de se faire affecter en gage quelques-unes de ces valeurs. Désormais, son compte de dépôt de titres figurera sous deux rubriques : les titres libres et les titres en garantie d'opérations de Bourse, ces derniers constituant la couverture de la Société de crédit;

2^o Le donneur d'ordres n'est pas en relations d'affaires avec la Banque. Il ne sera donné suite à ses instructions que s'il verse une partie importante du prix d'achat : bref, la Société réclame un acompte qu'elle estime suffisant pour la garantir contre les possibilités de baisse.

On pourrait parcourir les diverses opérations effectuées par les Banques. L'on arriverait toujours au même résultat, à savoir que la plus périlleuse, c'est le paiement des chèques. Et cela, en somme, pour deux

1. En ce moment, la situation économique et financière étant très trouble et instable, on pourchasse les baissiers; les ventes à découvert sont rendues très difficiles; il faut apporter les titres en même temps que les ordres. C'est là une mesure de circonstance et que certaines Banques n'appliquent pas.

motifs : l'un — comme nous l'avons déjà dit — que la Banque est en quelque sorte en présence d'une réquisition ; l'autre, qu'elle n'a pas le temps de se retourner. Il faut payer — ou refuser de payer — et cela séance tenante.

Non seulement, dans le règlement des chèques, les risques des Sociétés de crédit sont plus grands que dans leurs autres opérations, mais, chose plus grave encore, ils sont moins bien déterminés. Dans les escomptes, les avances sur titres, la transmission des ordres de Bourse, la position des Banques est, en règle générale, nettement précisée par les lois, les règlements et les usages. La ligne de conduite qu'elles ont à suivre est relativement bien tracée et connue. Entrer dans le détail serait sortir de notre sujet. Il suffira de donner quelques exemples. S'il arrive que le tiré d'une traite escomptée ne paie pas à l'échéance, la Banque sait ce qu'elle a à faire : ses obligations et ses recours sont organisés par la loi et la coutume. De même, si une avance sur titres n'est pas remboursée à l'échéance, la Société de crédit dispose d'une procédure fixée d'avance et qu'elle n'a qu'à suivre.

Par contre, la responsabilité du tiré en matière de paiement de chèques n'est pas nettement délimitée. Et cela pour de multiples raisons dont l'essentiel est que nos lois sur le chèque sont presque muettes sur les relations des divers intéressés : tireur, endosseur, porteur et tiré.

Elles sont dominées par des préoccupations fiscales, à savoir qu'il faut prendre des précautions pour que le chèque ne joue pas le rôle des autres effets de commerce, surtout de la lettre de change. C'est qu'en effet le chèque bénéficie de privilèges en matière de timbre : il n'est assujéti qu'à un timbre fixe, variable pourtant selon qu'il est sur la même place ou de place en place, tandis que les autres effets de commerce sont frappés d'un timbre proportionnel dont le taux va croissant avec les difficultés budgétaires. Il y a donc dans nos lois sur le chèque un nombre imposant de dispositions d'ordre fiscal. « Toutes stipulations entre le tireur, le bénéficiaire ou le tiré, ayant pour objet de rendre le chèque payable autrement qu'à vue et à première réquisition, sont nulles de plein droit. Le tireur qui émet un chèque sans date, ou non daté en toutes lettres, s'il s'agit d'un chèque de place à place; celui qui revêt un chèque d'une fausse date ou d'une fausse énonciation du lieu où il est tiré, est passible d'une amende de 6 pour cent de la somme pour laquelle le chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs. La même amende est due personnellement, et sans recours, par le premier endosseur ou le porteur d'un chèque sans date ou non daté en toutes lettres, s'il est tiré de place à place, ou portant une date postérieure à l'époque à laquelle il est endossé ou présenté. Cette amende est due, en outre, par celui qui paie ou reçoit en compen-

sation un chèque sans date ou irrégulièrement daté, ou présenté en paiement avant la date d'émission. Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende. Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque. — Celui qui paye un chèque sans exiger qu'il soit acquitté est passible personnellement, et sans recours, d'une amende de 50 francs. »

On voit quel luxe de précautions le législateur a pris pour que le chèque, privilégié quant au timbre, ne se substitue pas aux autres effets de commerce. Il est comme hypnotisé par cette crainte et, quant au reste, il s'en remet presque entièrement au droit commun.

Il faut d'ailleurs noter que cela est intentionnel. Dans la discussion de la loi du 14 juin 1865, deux tentatives se firent jour. Certains membres du Corps législatif auraient souhaité qu'on fit une loi se suffisant à elle-même et réglant d'une manière aussi nette que possible les devoirs et les droits des diverses personnes intéressées dans un chèque. Mais leur point de vue ne prévalut pas; ce fut le système opposé qui triompha; il fut soutenu notamment par M. Nogent Saint-Laurent (séance du 23 mai 1865): « Le droit commun suffit. En faisant une loi spéciale, vous créez des complications, vous effrayez ceux qui voudraient user du chèque en posant des principes, des combinaisons,

des dissertations si subtiles » (*Moniteur universel* du 24 mai 1865). En vain, M. Rouher s'efforça-t-il de remonter le courant qui menait vers le droit commun, il ne put réussir. C'est que ce courant s'appuyait sur les desiderata des milieux d'affaires et des praticiens, témoin un article de *La France* du 7 mai 1865 : « Laissons à l'intérêt privé le soin de prendre ses précautions et ses garanties. S'il y a fraude, les Tribunaux la puniront... Débarrassons-nous, une fois pour toutes, de notre manière de réglementation et, puisque nous empruntons à l'Angleterre l'idée du chèque, empruntons-lui aussi cette simplicité de formes qui a fait la puissance commerciale et financière de la Grande-Bretagne. »

Cet article est l'expression d'idées alors dominantes parmi les hommes d'affaires. Ils craignaient — et peut-être en est-il encore de même aujourd'hui — que le législateur ne se lance dans des improvisations ou des complications qui rendissent l'emploi du chèque délicat et partant peu sûr. Ils préféraient que les difficultés qui pourraient se produire restent à la libre appréciation des Tribunaux; ils avaient confiance dans leur équité.

L'exemple de l'Angleterre que la France invoquait ne serait plus très probant aujourd'hui. Ce pays possède, en effet, une réglementation assez précise du chèque et de ses différentes variétés. On la trouvera notamment dans le Bill of exchange Act, of 1882 (An

Act to codify the law relating to bills of exchange, Checks and promissory notes; — *Victoria*, 45 et 46, Chap. 61 — *Annuaire de législation étrangère* 1882). Voici une analyse très sommaire de la législation anglaise. Le chèque est un mandat ou un ordre tiré sur un banquier, payable sur demande, au porteur ou à ordre. Contrairement à la France, la Grande-Bretagne exige donc que le chèque soit tiré sur un banquier. C'est, en effet, à cette condition qu'il peut devenir ce qu'il est si désirable qu'il soit, à savoir un instrument de compensation. Contrairement encore à la France, l'Angleterre ne réclame pas de provision préalable : il suffit qu'elle existe — sous une forme quelconque — à l'instant où le chèque est présenté à l'encaissement. Plus spécialement en ce qui touche les rapports du tireur, du porteur et du tiré — ce qui est l'objet même de cette étude — la loi anglaise est plus complète que la nôtre. Le banquier qui a en sa possession des fonds suffisants pour faire honneur au chèque tiré par le bénéficiaire de ces fonds, est tenu de le payer, sous peine d'être poursuivi en dommages-intérêts pour non-accomplissement de son contrat et de devoir réparer le préjudice que son refus entraîne pour le crédit de son client. Le banquier est donc tenu, suivant la coutume, de payer les chèques de son client jusqu'à concurrence des fonds de celui-ci qu'il a entre les mains. Il y a contrat tacite à cet effet entre eux et le banquier doit s'y conformer, sous peine de réparer le préjudice

qui résulterait de sa non-exécution. Car la coutume s'est établie de bonne heure chez les banquiers, de considérer les fonds du client entre les mains du banquier comme valant acceptation par ce dernier. Le banquier qui paie, par négligence, un chèque faux engage sa responsabilité et c'est lui qui supporte la perte. Aussi le banquier à qui on présente un chèque à payer doit avant tout s'assurer qu'il est régulier et que la signature de son client n'est pas contrefaite : car le paiement qu'il ferait sur un chèque portant une fausse signature de son client ne le libérerait pas vis-à-vis de celui-ci. Ainsi les banquiers sont responsables des paiements faux. Leurs risques étaient d'autant plus grands à l'origine que tout chèque était au porteur. Cette disposition présentait un grave danger. Un chèque quelconque pouvait tomber entre des mains indelicates, être présenté et payé. Pour obvier à cet inconvénient, la loi de 1858 permet d'émettre le chèque à ordre. Mais, dès auparavant, on avait imaginé un procédé pour se mettre à couvert de la fraude. Dès les origines du Clearing House, l'usage s'était répandu d'indiquer, en travers du chèque, le nom du banquier par qui ce titre devait être présenté à la compensation. Une telle mesure évitait des risques de perte et de vol ; un chèque, ainsi modifié devait nécessairement passer par le Clearing House, c'est-à-dire être présenté par un banquier qui, lui-même, ne recevait de chèques que de personnes connues et ayant compte

chez lui. Comme il était difficile de connaître quelquefois le nom du banquier chez lequel le bénéficiaire d'un chèque avait son compte, et à plus forte raison quel était le banquier qui le présenterait au Clearing House, on convint que l'indication : « And Co » entre deux barres parallèles signifierait que le chèque devait passer par le Clearing. Les avantages de cette mesure étaient tels qu'elle devint bientôt à peu près générale et que la plupart des chèques vinrent à porter cette mention, c'est-à-dire furent croisés, *crossed* (*Virements en banque et Chambre de compensations*, par Hariston, Thèse pour le doctorat, 1906; Th. Barclay et Emm. Danville, *Les effets de commerce en droit anglais*, Paris 1884, Chap. XXIV).

L'Angleterre a donc une législation de chèque plus étudiée et plus explicite que celle de la France et il en est ainsi de tous les grands pays, sauf des États-Unis. L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, notamment, sont dotées de lois très complètes qui ont prévu et réglé les difficultés essentielles susceptibles de se présenter dans la pratique (Loi autrichienne du 3 avril 1906; loi allemande du 11 mars 1908).

Il semble donc que le système du droit commun, qui est celui de la France, tend à perdre du terrain. C'est qu'en effet si pour le législateur c'est une solution aisée que de s'en remettre au droit commun, les difficultés ne sont pas par cela même écartées : elles sont seulement rejetées sur les Tribunaux dont la tâche

devient particulièrement ardue. Il est en effet malaisé d'adapter à un instrument nouveau comme le chèque des principes juridiques et des règles imaginées pour d'autres institutions.

Du moment que le législateur français n'a pas élaboré pour le chèque un texte se suffisant à lui-même, il devient nécessaire de se reporter à d'autres articles de nos codes. Mais lesquels ? C'est là que commencent les difficultés. Il serait fort utile de construire — s'il était possible — une théorie complète du chèque, car il serait alors plus aisé de résoudre les problèmes que la pratique ferait naître. De nombreux auteurs ont écrit sur la question : Nouguier (*Des chèques; Commentaire théorique et pratique des lois de 1865 et de 1874*); Bédarride (*Commentaire de la loi du 14 juin 1865 sur les chèques*); Lyon-Caen et Renault, Thaller. Mais l'on peut dire, soit qu'ils ne sont plus à jour, soit même qu'ils n'ont fait qu'effleurer le sujet. Nous voudrions l'envisager ici d'une façon plus systématique.

Il semble qu'avant tout, il convienne de se reporter au titre du Mandat, articles 1984 et suivants du Code Civil. En effet, l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1865 est ainsi conçu : « Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait, à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles. »

L'argument tiré de ce texte ne saurait être décisif, nous le reconnaissons; il s'agissait surtout de prohiber une forme de chèque usitée jusque là, le chèque-récépissé, et le législateur d'alors n'avait pas la prétention de définir la nature juridique du chèque. Toutefois, il serait difficile de donner une autre analyse juridique du chèque, du moins dans les rapports du tireur et du tiré¹.

Du point de vue qui nous occupe ici, le chèque est donc un mandat. Il répond assez exactement à la définition qu'en donne le Code Civil: «Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire.» En matière de chèque, cette acceptation ne fait pas de doute, puisque c'est le banquier qui a remis les formules, toutes préparées².

D'habitude, le mandat est gratuit; mais ici on doit le réputer salarié. Sans doute, les Sociétés de crédit ne perçoivent pas, en général, de rémunération directe pour le paiement des chèques; cette opération — considérée isolément — leur coûte plus qu'elle ne leur rapporte. Mais une Banque ne remet de carnets de

1. Dans les rapports du tireur et du bénéficiaire, le chèque apparaîtrait plutôt comme une cession de créance; mais il y aurait bien des réserves à faire sur cette conception pourtant assez courante.

2. On pourrait concevoir des chèques faits par le tireur sur un papier quelconque; mais ils n'existent pas dans les relations de particuliers à banquiers.

chèques que si l'on a un compte chez elle, et ce compte est la source de toute une série de bénéfices. On sait assez, pour qu'il soit inutile d'insister, que nos Banques ne laissent pas dormir l'argent qui est dans leurs caisses; elles le rémunèrent mal¹ et l'emploient le plus lucrativement possible. On sait assez encore qu'un compte en banque est en perpétuel mouvement par suite d'ordres de bourse, de souscriptions, et que tous ces actes sont fructueux pour les maisons de crédit.

Le chèque est donc dans les rapports du tireur et du tiré un mandat salarié. Diverses conséquences très importantes découlent de la loi quant à la responsabilité du tiré. Tout d'abord, aux termes de l'article 1991, « le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution ». L'article 1992 précise et décide que « le mandataire répond non seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion ». Surtout s'il s'agit d'un mandat salarié. Par contre, il est stipulé dans l'article 2000 que « le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable ». Mais cette disposition s'applique surtout au mandat gratuit, le mandat salarié

1. Il est possible que cette situation se modifie sous la pression de la concurrence des Banques étrangères dont les succursales se multiplient à Paris.

contenant souvent une sorte de prime d'assurance contre les risques.

Il résulte de ces explications que les difficultés qui peuvent se produire dans les rapports du tireur et du tiré sont souvent susceptibles d'être résolues par l'application des règles relatives au mandat. Mais il faut observer que le droit commun en matière de chèque ne réside pourtant pas tout entier dans cette théorie. Il est unanimement admis que de nombreuses dispositions relatives à la lettre de change doivent être étendues au chèque. La loi du 14 juin 1865 est d'ailleurs formelle à cet égard : « Les dispositions du Code de Commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie, en matière de lettres de change, sont applicables aux chèques. » Cela est vrai spécialement de l'article 145 du Code de Commerce ainsi conçu : « Celui qui paie une lettre de change à son échéance et sans opposition est présumé valablement libéré. » Il y a là une présomption légale fort avantageuse pour le tiré. Il ne faudrait pas toutefois en exagérer la portée. Elle n'a qu'un effet, croyons-nous, d'ailleurs très important, à savoir qu'elle renverse le fardeau de la preuve, c'est-à-dire que ce n'est pas au tiré de démontrer qu'il a payé à juste titre, mais au tireur de démontrer que le tiré a payé à tort. Bref, l'on n'est pas en face d'une présomption irréfragable : rien ne s'oppose à ce que le tireur fasse la preuve d'une faute du tiré.

En résumé, le Droit commun en matière de chèque se trouve, semble-t-il, dans une combinaison des règles du mandat et de certaines dispositions relatives à la lettre de change; mais peut-être est-il ailleurs encore. Il nous paraîtrait difficile de ne pas tenir compte des articles 1382 et 1383 du Code Civil : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer... Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. » Sans doute il a été jugé que « la règle d'après laquelle toute faute quelconque oblige son auteur à réparer le dommage qui en résulte ne s'applique qu'en matière de délits ou de quasi-délits; elle ne concerne pas les fautes qui peuvent être commises dans l'exécution d'une convention » (Req., 21 janvier 1890; — D. p., 91 1, 380). Mais il ne nous semble pas que cette interprétation des articles 1382 et 1383 s'impose absolument; ils sont, en effet, extrêmement généraux et, dans leur teneur, rien n'indique qu'ils ne visent pas les contrats, mais seulement les délits et quasi-délits.

Par ce que nous venons de dire, l'on voit que le Droit commun en matière de chèque n'est pas très aisé à déterminer et l'on peut se douter que — à supposer même que l'on y réussît pleinement — cela ne serait pas d'une grande utilité pour le caissier qui est derrière un guichet et qui est sollicité de payer un chèque quasi-instantanément.

Ces constructions doctrinales, si intéressantes qu'elles soient, ne sont évidemment pas un guide sûr ; elles sont trop générales, ne posent que des principes et c'est à peine si des juristes exercés sont en mesure d'en dégager une ligne de conduite.

La situation serait très simplifiée si l'on se décidait à appliquer la théorie du risque professionnel, admise par les lois des 9 avril 1898, 30 juin 1899, 12 avril 1906, 15 juillet 1914. Le tiré serait alors responsable de tout paiement fait à tort — à moins qu'il n'y eût faute « inexcusable » de la part du tireur ou d'un autre intéressé. Serait-ce trop aggraver la position des Sociétés de crédit ? Nous ne le croyons pas. D'une part, en effet, les chèques payés sans titre ne constituent qu'un pourcentage relativement infime. Les pertes résultant de ce chef n'auraient guère d'effets sur le bilan des Banques, du moins de celles qui sont importantes.

D'autre part, les Etablissements de crédit réalisent sur leur clientèle d'assez beaux bénéfices pour que la notion du risque professionnel leur soit étendue. A la Conférence de la Haye de 1912 pour l'unification du droit en matière de lettre de change, de billet à ordre ou de chèque, M. Ernest Picard, alors secrétaire général de la Banque de France, aujourd'hui sous-gouverneur, se prononçait pour la théorie du risque professionnel.

Peut-être sera-ce la solution d'un avenir assez pro-

chain. Mais, actuellement, le tiré d'un chèque reste sous l'empire du régime de la faute et non de celui du risque professionnel. Et, par suite, sa situation reste singulièrement complexe et incertaine. D'où, de notre part, le choix de ce sujet et aussi la façon dont nous le comprenons et dont il reste à dire quelques mots.

B) *Notre méthode.* — Comme nous le faisons observer ci-dessus, les dissertations doctrinales sur la responsabilité du tiré ne peuvent être à peu près d'aucun secours pour les caissiers requis de payer séance tenante. Ce qui leur serait utile, ce serait une sorte de vade-mecum prévoyant les principaux cas possibles et y donnant des solutions claires. Bref, il faudrait un ouvrage du genre de ceux qu'écrivaient les Canonistes du Moyen Age et aussi les théologiens modernes. Ils énuméraient successivement et brièvement tous les cas, de conscience susceptibles de se poser et y faisaient réponse. Cette méthode scolastique avait certes des inconvénients : on aboutissait quelquefois à des minuties un peu oiseuses. Mais elle avait aussi ses avantages. On pouvait assez aisément se renseigner sur un « cas quelconque » et trouver un apaisement.

En Angleterre, il existe un livre, tout à fait analogue en ce qui concerne le chèque : il est édité à Londres par The Institute of Bankers, et est intitulé : *Questions on Banking practice*. Nous avons en mains la sixième édition parue à Londres en 1909. Près de 2.000 questions, rangées sous 2.646 articles, figurent

dans cet ouvrage : beaucoup ont trait au chèque. Il ne s'agit pas de questions « en l'air », mais de questions qui se sont présentées dans la pratique, et, en face, l'on a les solutions admises. Un caissier peut se servir de ce livre comme d'un dictionnaire, d'autant qu'un répertoire très bien compris facilite les recherches.

On pourrait, en France, faire un travail similaire en dépouillant et groupant rationnellement toutes les décisions de jurisprudence qui sont intervenues. Notre prétention est moins vaste; néanmoins, notre méthode, dans les pages qui vont suivre, se rapprochera de celles des *Questions on Banking practice* et dans les solutions que nous donnerons, nous nous baserons, aussi souvent qu'il sera possible, sur les jugements et arrêts rendus par nos Tribunaux et nos Cours.

Dans un premier chapitre, nous indiquerons les précautions que doit prendre un banquier lors de la délivrance d'un carnet de chèques, s'il ne veut pas engager sa responsabilité. Dans un deuxième, nous relaterons les vérifications auxquelles il doit se livrer lors de la présentation et de l'acquit du chèque. Enfin, dans la conclusion, nous montrerons qu'il existe des variétés de chèques qui diminuent ou même suppriment les risques inhérents au paiement.

CHAPITRE PREMIER

Précautions qui doivent entourer la délivrance d'un carnet de chèques

Une remarque est avant tout nécessaire, à savoir que la délivrance d'un carnet de chèques est une opération accessoire; elle présuppose l'ouverture d'un compte¹, ordinairement d'un compte de dépôt. En effet, comme le dit l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1865, « le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait, à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles ».

1. Les comptes sont de diverses sortes : compte de dépôts, compte-courant, compte d'avances : le premier est celui que les Banques ouvrent le plus facilement et c'est celui qui conditionne généralement la délivrance d'un carnet de chèques.

On est donc amené à se demander d'abord dans quelles conditions les Etablissements de crédit ouvrent des comptes de dépôts. Ils ne suivent pas tous les mêmes règles.

Pour ce qui est de la Banque de France, elle n'ouvre de compte qu'aux personnes honorables, qui justifient de leur identité et qui déposent un spécimen de leur signature. De ces trois exigences, il y en a deux qui ne prêtent pas à des difficultés bien spéciales. Les pièces d'identité sont cataloguées : acte de naissance, livret de famille, carte d'électeur, etc... Il suffira au postulant de produire l'une d'elles. Quant au spécimen de sa signature, le tiré — tant qu'il ne l'aura pas dans l'œil — devra s'y reporter quand un chèque lui sera présenté. Mais la condition d'honorabilité est plus délicate : l'honorabilité est une chose toute relative, soit quant au degré, soit quant au moment. Tel est honorable aujourd'hui qui demain ne le sera plus. Du fait que la Banque de France ouvre un compte à quelqu'un engage-t-elle sa responsabilité si, d'aventure, ce quelqu'un n'est pas honnête ? Titulaire d'un compte, il va pouvoir obtenir un carnet de chèques. De ce fait, il jouira d'une certaine considération, puisque, d'après ses règles, la Banque de France n'ouvre de compte qu'aux personnes honorables et peut-être en profitera-t-il pour faire des dupes par l'émission de chèques sans provision. Sans doute une loi du 2 août 1917 a réprimé, d'une manière

plus efficace qu'il ne l'était avant¹ le tirage d'un chèque sans provision : « Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur. » Mais il est des gens qui n'ont qu'une crainte médiocre de la prison et pour qui la tentation d'émettre un chèque à découvert peut l'emporter. Celui qui serait dupe ne pourrait-il se retourner contre la Banque de France et lui demander une indemnité ? Il ne nous semble pas qu'un tel recours dût, à priori, être rejeté par les Tribunaux. Si, par exemple, la Banque avait consenti l'ouverture d'un compte à un individu antérieurement condamné pour vol, escroquerie, etc., sa responsabilité nous paraîtrait engagée. Cependant, il ne faudrait pas aller trop loin dans cette voie : pour que la Banque soit à l'abri de tout recours de ce chef, il suffit que le postulant ait la possession d'état d'honorabilité au moment de la délivrance du carnet de chèques : l'avenir n'est naturellement pas garanti par la Banque. D'autant que la Banque

1. Avant la loi du 2 août 1917, l'émission d'un chèque sans provision ne constituait un délit pénal que s'il y avait manœuvre, mise en scène, dol.

se trouve, s'il est permis de s'exprimer ainsi, entre deux feux : trop de sévérité dans l'ouverture des comptes pouvant tout aussi bien que trop de facilité la faire condamner à des dommages-intérêts¹.

Quant aux autres Etablissements de crédit, ils n'exigent pour ouvrir un compte de dépôt que la justification de l'identité du postulant et un spécimen de sa signature : la situation présente alors plus de netteté. Avoir à son nom un carnet de chèques de la Banque de France constitue comme un brevet d'honorabilité, tandis qu'avoir un carnet de chèques d'une autre Banque ne prouve rien. Théoriquement, il serait souhaitable qu'une enquête sérieuse fût faite sur celui qui sollicite l'ouverture d'un compte dans une Banque ; mais la tendance est tout autre ; il y a une vive concurrence entre les Etablissements de crédit, et c'est à qui recruter des clients : les directeurs de succursales, notamment, y ont tout intérêt ; leur avancement en dépend et aussi, dans une certaine mesure, leurs appointements. Ils sont donc de bonne composition².

1. Il est intéressant de noter que le recours pour refus abusif d'ouverture d'un compte devrait se porter devant le Conseil d'Etat. Il s'agit, en effet, d'une mesure d'ordre intérieur pour l'appréciation de laquelle la Haute Assemblée administrative est seule compétente. (Article 21, paragr. 1, titre IV, de la loi du 22 avril 1860.)

2. Naturellement, des formalités supplémentaires sont exigées s'il s'agit d'ouvrir des comptes à des incapables, à des femmes séparées de corps ou divorcées, à des Sociétés, soit de personnes, soit de capitaux.

On a coutume de dire qu'en Angleterre, les conditions d'ouverture d'un compte en Banque sont beaucoup plus strictes qu'en France. Il faudrait que le postulant fût d'une certaine catégorie sociale, qu'il fût présenté par deux parrains ayant eux-mêmes des comptes en Banque. Bref, l'on deviendrait client d'une Banque à peu près comme l'on devient membre d'un Cercle. Il y a quelque cinquante ans, les choses se passaient en effet à peu près ainsi; mais aujourd'hui, il n'en est plus tout à fait de même. A Londres, les grandes Banques observent encore sensiblement les mêmes rites, mais ce ne sont plus guère que des formalités sans portée juridique. Dans le pays, l'exigence de la présentation a disparu. Bref, là comme chez nous, la concurrence est vive entre les Etablissements de crédit et celui qui mettrait trop de barrières à ses portes se verrait déserté.

Il ne subsiste plus guère qu'une différence entre la pratique anglaise et la pratique française : c'est qu'en Grande-Bretagne on est plus exigeant qu'en France sur le chiffre du dépôt à effectuer. Nos Etablissements de crédit ouvrent des comptes pour des sommes infimes, 50 francs et même 5 francs. Ils se disent sans doute qu'un petit compte peut devenir grand, et peut-être aussi ne veulent-ils mettre aucun frein à une habitude qu'on désirerait vivement voir se développer — et qui consisterait à pousser les gens à faire des Banques leurs caissiers.

Les maisons de crédit anglaises partent, au contraire, de l'idée, démontrée vraie par l'expérience, que les comptes modestes coûtent plus qu'ils ne rapportent et ils les écartent pour des raisons de tranquillité et d'intérêt. La même politique est d'ailleurs suivie par la Haute Banque privée française : Rotschild, Hottinguer, Verrier, etc...

Mais en Angleterre même, il existe actuellement des Banques qui acceptent de tout petits dépôts. Dans le *Figaro* du 22 décembre 1920, on pouvait lire ce qui suit :

Un krach financier à Londres. — La Banque Farrow suspend ses paiements. — Trois arrestations. — Londres 21 décembre. — Une banque importante de Londres, la banque Farrow, vient de suspendre ses paiements. Trois arrestations viennent d'avoir lieu : celle de M. Farrow, son fondateur et président du Conseil d'administration, celle de M. Hart, chef de la comptabilité, déjà annoncée ce matin, et celle opérée plus tard de M. Coetch, vice-président du Conseil d'administration. M. Farrow arrêté la nuit dernière à Saint-Léonard est indisposé ; il n'a pu encore être amené à Londres, et ses coaccusés seuls ont comparu ce matin devant le lord-maire siégeant en qualité de magistrat de police.

Les bases de l'accusation. — M. Farrow et ses deux collaborateurs sont accusés d'avoir falsifié les derniers bilans de la Banque, en faisant apparaître à l'actif, comme valeurs de portefeuille, une somme de 780.000 livres sterling qui représente seulement l'évaluation de certains terrains appartenant à la Banque.

Ce krach a causé parmi le public une sensation énorme.

La raison en est que la perte subie l'est par de petits employés auxquels la Banque Farrow s'était fait une spécialité d'ouvrir des comptes de chèques contre des dépôts qu'auraient jugés insuffisants les grandes banques du pays. L'événement se produisant à la veille des traditionnelles réjouissances de Noël, en vue desquelles tout le monde économise en Angleterre, a réduit au désespoir des milliers de familles.

On voit par cet incident tout récent qu'en Angleterre aussi l'ouverture d'un compte en Banque se démocratise; qu'il n'est plus réservé à des personnes ayant de la surface.

Du coup, les risques inhérents au chèque se trouvent augmentés — non pas que nous prétendions que la vertu et la fortune marchent de concert — non plus que le vice et la pauvreté — mais il paraît certain que la tentation de faire du chèque un usage abusif sera généralement plus grand dans les milieux peu aisés que dans les milieux riches; les voleurs et les escrocs se rencontrent peu — du moins au sens pénal du mot — parmi les millionnaires.

En résumé, les conditions à remplir pour se faire ouvrir un compte en Banque sont des plus simples, si simples même qu'il n'est que peu de personnes susceptibles d'éprouver un refus. Et cela pour diverses raisons : d'abord parce que les Etablissements de crédit veulent faciliter la diffusion de la pratique des dépôts qui présente un intérêt général de premier ordre — et surtout — parce que, talonnés par la

concurrence, ils essayent d'attirer les clients. Ils paient à cet effet des démarcheurs : ce n'est pas pour fermer leurs portes aux clients quand ils se présentent. Mais alors se pose à nouveau la question de savoir si, étant donné cet état de choses, la notion du risque professionnel ne devrait pas être appliquée aux Banques.

Dès qu'une personne a réussi à se faire ouvrir un compte dans un Etablissement de crédit, elle peut obtenir un carnet de chèques. C'est une affaire de 24 heures en moyenne. Divers cas sont à examiner : tout d'abord, ce peut être le titulaire du compte qui se présente lui-même au guichet pour prendre possession de son carnet de chèques. Il lui est alors remis contre reçu en bonne et due forme. Il faut entendre par là que le reçu doit spécifier le nombre, l'espèce, les numéros et la série des chèques ; il doit naturellement être daté et signé ; la signature devra être confrontée avec le spécimen déposé. La mention du nombre des chèques est, d'après la jurisprudence, spécialement essentielle. Il a été jugé, notamment par le Tribunal Civil de Lyon (Trib. Civ., Lyon, 26 janvier 1889, *Gaz. Palais*, 14-15 août 1889) « qu'un banquier qui avait payé un chèque faux ne pouvait essayer de dégager sa responsabilité en invoquant la négligence du tireur, s'il n'avait, au moment de la délivrance des formules, pris un reçu constatant qu'il avait remis un nombre déterminé de chèques. Les carnets comprennent, en effet, plus ou moins de chèques, généralement 25 ou 50. »

Il arrive que le titulaire du compte ne se dérange pas lui-même et envoie quelqu'un d'autre à sa place. Il n'y a pas de difficultés, si ce quelqu'un est expressément accrédité. Mais que décider dans le cas où il n'invoque qu'un mandat tacite ? Voici une hypothèse pratique : un client fait parfois toucher par sa femme des chèques à son propre nom, qu'il a acquittés d'avance. Cette même femme vient à la Banque, réclame le récépissé du carnet de chèques, l'emporte pour le faire signer par son mari et revient, cette formalité accomplie. Il est d'usage que les Etablissements de crédit remettent le carnet de chèques : ils estiment qu'elle est qualifiée, par cela que son mari l'a déjà fait encaisser des chèques pour lui. Pourtant les risques sont assez différents dans les deux cas : dans l'un le mari a ses chèques en main, il peut les mettre en lieu sûr et il s'apercevra sans doute assez vite si l'une des formules est détachée abusivement ; dans l'autre, à condition que sa signature soit bien imitée, il ne se doutera pas pendant assez longtemps peut-être des manœuvres dont il a été victime. Non seulement les Banques remettent les carnets de chèque à la femme mais aux enfants, aux employés, sous la réserve toutefois pour les uns et les autres qu'ils aient déjà touché des chèques pour le titulaire du compte. Cette pratique est d'un usage si général que la jurisprudence l'a consacrée, *Error communis facit jus* (Trib. de Comm. de la Seine, *France économique et financière*, 17 sep-

tembre 1910). Cette application de la théorie du mandat tacite ne nous paraît pas heureuse.

Au lieu d'envoyer quelqu'un chercher son carnet de chèques, le titulaire d'un compte demande souvent qu'on le lui expédie par la poste. La Banque peut-elle, sans assumer de responsabilité, faire droit aux désirs de son client ? Il y a un usage dans le sens de l'affirmative : il paraîtrait difficile de le blâmer. Il y a, en effet, des gens qui ne peuvent pas se déplacer, soit qu'ils soient âgés, ou malades, ou occupés, et, même pour ceux qui le peuvent, ce serait onéreux. Toutefois, les Etablissements de crédit ne consentent pas à expédier par la poste des carnets de chèques à leurs clients qui seraient à l'hôtel, ils les adressent seulement à domicile ou à la résidence habituelle. Encore ne le font-ils qu'à regret et presque toujours par pli recommandé. C'est qu'en effet les formules pourraient être détournées en cours de route et la Banque, sauf le cas de recommandation avec accusé de réception, peut rester assez longtemps dans l'incertitude de ce qui est arrivé, si son client ne montre pas d'empressement à lui retourner le reçu¹.

1 La Société générale de Crédit Industriel et Commercial insère dans les carnets de chèques qu'elle remet un imprimé ainsi conçu :

Nom N° du compte
Je prie la Société générale de Crédit Industriel et Commercial de me
faire préparer :
faire envoyer : carnet de chèques timbrés à
centimes.

Paris, le Signature :

Adresse :

Pour obtenir un nouveau carnet de chèques, il suffit de remplir la formule ci-contre et de nous l'adresser.

Nous venons de voir à qui et comment les Etablissements de crédit peuvent remettre des carnets de chèque; il reste à dire l'état dans lequel ils doivent être. Il faut d'abord que les formules soient timbrées à 0 fr. 10 ou à 0 fr. 20 selon les cas. « Les chèques de place à place sont assujettis à un droit de timbre fixe de 0 fr. 20. Les chèques sur place continueront à être timbrés à 0 fr. 10. » Cette formalité n'est jamais omise : seulement il arrive que le tireur se serve d'un chèque sur place pour en faire un chèque de place en place et qu'il néglige d'apposer un timbre mobile complémentaire. Dans ce cas, la Banque demande, généralement, la régularisation; si elle ne le faisait pas et que le chèque tombe sous les yeux de l'Administration, des sanctions fiscales seraient encourues.

Non seulement les chèques sont timbrés, mais ils portent un numéro de séries¹ et une griffe qui indique soit le nom du titulaire, soit son compte et le lieu où il est tenu, siège social ou succursale²: ces mentions constituent un précieux élément de contrôle au moment de la présentation à l'encaissement d'un chèque; il faut naturellement que la signature du tireur soit celle du titulaire du compte ou de son fondé de pouvoirs régulier.

1. Exemple : Série A. 96.665.

2. Exemple : Compte N° B. M. 105 signifie qu'un chèque est payable à la succursale B. M. de la Société de Crédit Industriel et Commercial, rue Gay-Lussac, 2, et que le compte dont il s'agit est le 105^e ouvert à cette agence.

Souvent les Banques entourent la remise d'un carnet de chèques de conseils de prudence et l'accompagnent d'une décharge de responsabilité. Sur la couverture des carnets de chèques anglais figurent souvent des instructions à peu près ainsi libellées : « Pour empêcher les fraudes et les faux, votre attention est appelée sur les précautions suivantes, savoir : que tous les chèques en blanc soient gardés sous clef, que le corps du chèque soit toujours rempli par vous-même ou par une personne autorisée par vous et dont l'écriture vous soit bien connue ; qu'en tirant un chèque, vous vouliez bien commencer l'inscription du montant en lettres et en chiffres aussi près que possible de la marge gauche, pour empêcher l'insertion d'une somme plus élevée. Pour votre sécurité, quand vous envoyez les chèques par la poste ou les négociez au loin par une autre voie, vous devez les barrer. »

En France les Etablissements de crédit n'ont pas l'habitude de donner tant de conseils ; pourtant, il en est — comme le Crédit Industriel et Commercial — qui insèrent un spécimen de chèque barré dans les carnets de chèques ordinaires et qui rappellent que son emploi est plus sûr. Cette pratique du Crédit Industriel et Commercial a peut-être un autre but encore, le chèque barré passant pour un meilleur instrument de compensation que le chèque ordinaire.

Nos établissements de crédit sont donc moins prodigues de conseils que ceux d'Outre-Manche ; mais ils

appellent la très sérieuse attention de leurs clients sur les risques inhérents aux chèques en leur faisant signer une décharge de responsabilité. Cette clause paraît plus qu'un avis capable de rendre les clients prudents et, s'il y a un procès en responsabilité, elle n'est pas sans effets au regard de la Banque.

Voici le procédé en usage à la Banque de France : sur le reçu signé par le client à qui est remis un carnet de chèques, l'on trouve en nota : « La Banque de France n'est pas responsable du préjudice qui pourrait résulter de la perte ou de la soustraction des chèques si elle n'a pas été prévenue à temps pour en refuser le paiement. » Cet avertissement est reproduit sur la couverture du carnet de chèques et ce n'est peut-être pas une précaution superflue. En effet le reçu ne reste qu'un instant entre les mains de celui qui le donne, tandis que le carnet de chèques y demeure assez longtemps. Il est à craindre que le client ne signe sans lire, d'autant que la décharge de responsabilité se trouve en petits caractères au bas du reçu et qu'elle n'est pas précédée du « lu et approuvé ». Il serait assez simple, semble-t-il, de l'insérer dans le corps du reçu ; mais il paraîtrait que l'on tomberait alors sous les foudres du fisc ; il y aurait deux actes sur le même papier, ce qui constitue une contravention. Dans les autres Etablissements de crédit, l'on se contente en général de la décharge de responsabilité inscrite au reçu.

Cette clause est-elle valable et quelle en est la portée ? Voici d'abord ce qu'en dit M. Planiol : « On admet en principe que le débiteur peut, par une clause formelle de la convention, s'exonérer des conséquences de ses fautes » (Dalloz, *Réperloire*, V^o, Obligation, n^o 686). Mais il a été jugé que cette clause d'exonération n'est pas valable pour la faute lourde (Cass., 15 mars 1876, D., 76, 1, 449 ; S., 76, 1, 337). En effet, celle-ci est traditionnellement assimilée au dol : *culpa lata dolus est* (Dig. *De verborum significatione*, Liv. L, tit. 16, p. 226) et, par suite, on doit en être responsable d'une manière tout aussi absolue. C'est ce principe qu'a soutenu M. Labbé dans sa note du Sirey, sous l'arrêt précité. Toutefois, cette assimilation de la faute lourde et du dol a été quelquefois contestée (Saintelette, *Responsabilité et garanties*, n^o 11) ; (Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, septième édition 1917, n^o 245, p. 85). Plus loin, le distingué Professeur écrit encore :

« En matière contractuelle, la jurisprudence admet la validité des clauses d'irresponsabilité qui exonèrent l'une des parties des conséquences de ses fautes, sauf pour le dol et la faute lourde. Ces clauses, au contraire, sont toujours nulles en matière de délits, parce que les devoirs légaux que sanctionne l'article 1382 sont d'ordre public » (*loc. cit.*, n^o 882, p. 288).

Pour ce qui est du chèque, nous sommes en matière de convention et non pas de délits. Il s'en suit donc que le banquier — par la clause que nous avons indi-

quée — pourrait s'exonérer de sa faute légère et à fortiori très légère, mais non pas de sa faute lourde, ni à fortiori de son dol. Les expressions ne prennent de sens précis que si l'on est un peu au courant de la théorie des fautes. M. Planiol l'ayant exposée avec soin et assez brièvement, l'on me permettra de la citer :

« La plupart des auteurs, qui ont écrit avant le Code Civil, distinguaient trois degrés de fautes : 1^o la faute lourde qui consistait en une négligence grossière, telle que les hommes les moins soigneux n'en commettent pas pour leurs propres affaires ; 2^o la faute légère qui s'appréciait d'après le soin que le commun des hommes apporte ordinairement à ses affaires ; 3^o la faute très légère, qui existait par cela seul qu'elle aurait pu être évitée par une personne très vigilante et très attentive. C'était la doctrine de tous les commentateurs du droit romain, Accurse et Alciatus, et elle était encore enseignée par Pothier (*Traité des obligations*, n^o 142). On s'imaginait l'avoir trouvée dans le digeste qui emploie, en effet, en différents endroits les expressions « culpa lata, culpa levis, culpa levissima ». Elle fut attaquée dès 1764 par Le Brun, avocat au Parlement de Paris, qui démontra que cette variété d'appellations ne correspondait pas à une classification réelle des fautes. En dehors de la « culpa lata » qu'ils assimilaient au dol, les jurisconsultes romains ne connaissaient en matière de contrats qu'une seule espèce

de faute qu'ils appelaient habituellement « culpa levis » et qu'ils appréciaient en général en se réglant sur la façon dont un propriétaire soigneux administre ses affaires, c'est-à-dire d'après un type abstrait d'où le nom de « culpa levis in abstracto » qui a été inventé par les interprètes et ne se trouve pas dans les textes. Mais par faveur pour certains débiteurs, ils admettaient l'irresponsabilité des fautes, s'il était prouvé que le débiteur n'eût pas apporté une plus grande diligence pour ses propres affaires; la faute s'appréciait alors, in concreto, selon la page des commentateurs, c'est-à-dire d'après le degré d'intelligence du débiteur considéré en lui-même. — Quoi, qu'il en soit de l'erreur d'interprétation commise relativement aux textes romains, cette division tripartite des fautes devint la doctrine courante de l'ancien droit français et voici de quelle manière on l'appliquait. Le débiteur répondait seulement de sa faute lourde, quand le contrat avait été fait dans l'intérêt du créancier uniquement; il répondait même de sa faute légère s'il était lui-même intéressé dans l'affaire en même temps que le créancier; enfin, il répondait même de la faute très légère si le contrat avait été fait uniquement dans son intérêt et non dans celui du créancier » (Planiol, *loc. cit.*, n° 236, p. 837).

Encore que M. Planiol prétende que « cette théorie ingénieuse et factice, déjà battue en brèche dans l'an-

cien droit, ait été abandonnée par le Code », il n'en reste pas moins que les décisions de justice continuent souvent de s'en inspirer. Il en est ainsi notamment en matière de chèque. Considérant que le tiré a un intérêt dans l'opération, les Tribunaux et Cours lui font grief non seulement de sa faute lourde, mais de sa faute légère. Pour parer à ce danger, les Banques ont imaginé la décharge de responsabilité : à l'abri de cette clause, elles ne seraient plus engagées que par leur faute lourde. De très nombreux auteurs ont admis cette limitation de responsabilité, spécialement Ruben de Couder (*Dictionnaire de droit commercial*, Chèque, nos 40 et suiv.); (Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. IV). Par contre, M. Thaller l'a critiquée (D. P., 1896, 2, 40, notes 1 à 4).

En l'état des textes, il nous paraît difficile de soutenir que dans une convention, l'une des parties ne puisse pas s'exonérer de sa faute légère. Spécialement, il y a de très nombreuses décisions de justice qui valident la décharge de responsabilité des Banques en ce qui touche la faute légère (Trib. civ. Seine, 21 décembre 1895, D. P., 1896, 2, 401; Paris, 4 juin 1897, D. P., 1897, 2, 263; Cass. req. 26 octobre 1898; *Le Droit*, 3 décembre 1898; Tribunal de Commerce de Nice, 7 mars 1906; *La Loi*, 29 mars 1906).

Cette jurisprudence nous paraît faire une appli-

cation exacte du régime juridique sous lequel sont aujourd'hui placés le tireur et le tiré : mais nous estimons, comme nous l'avons déjà laissé entendre, que la théorie du risque professionnel devrait être étendue au tiré — du moins quand c'est un banquier — comme c'est presque toujours le cas. Il fait, en effet, un métier, et un métier très lucratif : il nous paraîtrait équitable qu'il en supporte les risques, sauf s'il y a faute inexcusable d'un autre intéressé¹. Il est bien évident qu'alors la clause de décharge de responsabilité serait de nul effet.

Il y a un arrêt de Bordeaux assez ancien (Bordeaux, 14 décembre 1887, D. P., 1888, 2, 316) qui, en invoquant d'autres principes, a restreint la portée de la clause au cas où le tireur a pu prévenir le tiré. Il y aurait alors de sérieuses difficultés quant à la preuve. Mais l'arrêt reste cependant fort intéressant en ce qu'il se refuse à tenir pour licite une convention ayant pour effet « d'exonérer le banquier de ses propres obligations ». C'est peut-être déjà l'ébauche de la notion du risque professionnel.

1. On pourrait noter que les arguments invoqués pour mettre les accidents à la charge du patron en 1898 garderaient ici leur valeur. « On entend par risque professionnel les chances d'accidents inhérents à un métier, indépendamment de toute faute. » Il a paru juste de mettre ce risque à la charge du patron au lieu de le laisser supporter à l'ouvrier, comme le faisait la jurisprudence ancienne; « du moment où l'industrie entraîne des risques inévitables, disait M. Cheysson, l'ouvrier ne peut ni ne doit les supporter, aujourd'hui moins que jamais, en présence de l'outillage moderne et des forces qui l'actionnent... » (Planiol, *loc. cit.*, n° 1861, p. 599.)

Bien des procès très délicats seraient supprimés si on l'admettait et la situation des Banques n'en serait pas atteinte. Peut-être — et c'est là l'envers de la réforme — les titulaires de carnets de chèques seraient-ils moins soigneux qu'aujourd'hui, puisque presque jamais la perte ne serait pour eux. Mais les Etablissements de crédit redoubleraient de prudence et la compensation se ferait, mais un peu au détriment des porteurs de chèques à qui de plus longues stations encore devant les guichets seraient imposées. De ce mal d'ailleurs sortirait très probablement un bien, à savoir que les bénéficiaires se feraient ouvrir un compte et remettraient les chèques à leur propre banque pour l'encaissement. Ainsi la plupart des règlements se feraient sans maniements de fonds, comme en Angleterre.

CHAPITRE II

Vérifications à opérer par la Banque au moment du paiement des chèques

Il est tout d'abord évident que l'individu qui sollicite le paiement d'un chèque doit être en possession de ce chèque et le remettre au tiré : c'est une condition sine quâ non. Il invoquerait vainement un oubli : la Banque ne paiera pas, sinon, ce serait à ses risques et périls¹.

Le chèque en mains, le caissier devra, avant tout, examiner s'il émane bien de sa maison. Sans doute, le tireur a le droit de mettre en circulation des formules qu'il ferait établir ou établirait lui-même; mais, à moins de convention expresse, la Banque n'a pas à les payer; elles n'offriraient

1. Il est à noter que les lois autrichienne et allemande sur le chèque ont pris soin de stipuler que le tiré ne doit payer que contre remise de l'instrument. Sans doute se rattachent-elles à l'adage que « ce qui va sans dire va encore mieux en le disant ».

pas assez de garanties d'authenticité. En donnant un carnet de chèque à un client, l'Etablissement de crédit a un but qui est de se mettre dans la mesure du possible à l'abri des risques inhérents au paiement des chèques. Sa situation serait singulièrement empirée s'il devait régler sur des formules non préparées par lui, comme nous l'avons déjà vu. Les chèques portent en eux-mêmes des signes d'authentification : série, numéro d'ordre, numéro du compte. Toutes ces mentions sont en corrélation et facilitent le contrôle.

Sans aller jusqu'à créer un chèque de toute pièce, le tireur, pour obliger un ami, pourrait lui remettre un de ses chèques. Dans ce cas encore, la Banque ne paierait pas, parce qu'il n'y aurait pas concordance entre les indications sus-mentionnées et la signature. L'emploi des chèques est donc rigoureusement personnel.

Comme nous l'avons dit, les chèques sont numérotés — de 1 à 25 par exemple — si le carnet contient vingt-cinq formules. Généralement, le tireur détache les chèques dans leur ordre : mais il n'y est pas tenu et, par suite, le Banquier n'a pas à se préoccuper de ce fait : il peut payer le chèque 5, par exemple, alors que le 3 et le 4 ne lui ont pas été présentés : d'abord parce que rien ne s'oppose à ce que le tireur intervertisse l'ordre d'émission et aussi parce que les bénéficiaires sont plus ou moins empres-

sés à toucher ; ce qui fait que même si les chèques ont été détachés sans relation de continuité, les derniers émis peuvent être présentés avant les premiers. Il n'y aurait pas lieu non plus pour la Banque d'attacher de l'importance à ce fait qu'à un moment donné les chèques d'un client se multiplieraient alors que d'habitude ils sont espacés. Ce client peut avoir changé ses méthodes de règlement : il veut grouper ses paiements au lieu de les effectuer au fur et à mesure.

Nous ne saurions donc approuver les considérants d'un jugement du Tribunal civil de Lyon du 26 janvier 1889 (*Gaz. Palais*, 14-15 avril 1889) ainsi conçus : « Attendu que le caissier s'est reporté au compte de L. pour savoir s'il y avait provision ; qu'en consultant sa comptabilité, il a dû voir que le dernier chèque acquitté portait le n° 606, tandis que le chèque présenté portait le n° 617 ; que cette circonstance qui ne peut avoir une grande importance pour une maison de banque ou de commerce tirant dans une journée un grand nombre de chèques, était cependant, dans l'espèce, de nature à appeler son attention ; qu'elle était, en effet, contraire aux habitudes constantes de L. qui ne tirait qu'une moyenne de 7 à 8 chèques par mois... »

Si constantes que fussent les habitudes de L., rien ne l'empêchait de les modifier du jour au lendemain. On peut imaginer toutes sortes d'hypothèses

plausibles où un individu qui ne tire ordinairement que quelques chèques par mois en émette vingt d'un seul coup, par exemple, s'il meuble une maison de campagne, s'il marié sa fille et lui constitue un trousseau. Exiger des Banques de telles vérifications ne ferait qu'entraver la circulation et ralentir encore le paiement des chèques.

Un cas curieux se présente parfois : un individu se rend à une caisse avec un chèque en morceaux. Il prétend soit qu'il l'a déchiré par mégarde en ouvrant le pli qui le contenait, soit que son correspondant le lui a expédié dans plusieurs lettres pour éviter les risques de perte¹. Dans ce cas, la Banque ne devra pas payer, à moins que le porteur ne soit en possession d'une lettre du tireur couvrant l'irrégularité. Il est, en effet, à craindre que le chèque préparé par le tireur, n'ait été à la réflexion déchiré par lui et que des mains indélicates ne l'ait recueilli et gommé...

En résumé, le premier devoir du caissier est de voir si le chèque est de sa maison et si toutes mentions imprimées sont intactes. C'est chose relativement aisée en général. Mais sa tâche est plus complexe. Il doit ensuite examiner si la signature qui est au bas du chèque est bien celle du titulaire du carnet ou de son fon-

1. Cette pratique est fréquente dans certains pays pour l'envoi des lettres de change et billets de banque.

dé de pouvoirs¹. Pour cela, il doit se reporter au spécimen déposé lors de l'ouverture du compte. Mais il est d'expérience que les signatures sont très variables selon les moments, l'état de santé, les préoccupations, de telle sorte que, la plupart du temps, il y a de notables différences avec le spécimen, quoique ce soit bien le titulaire du compte qui ait signé. D'où très grande perplexité pour le payeur : s'il oppose un refus, il peut mécontenter son client, le perdre et même encourir des dommages-intérêts ; s'il paye, il s'expose à ce que le versement lui reste pour compte. Il y a d'innombrables décisions de justice sur cette question de signature ; mais elles sont d'une inégale sévérité pour le tiré. Tantôt les Tribunaux sont frappés par la nécessité qui s'impose au tiré de payer à guichet ouvert, séance tenante, et ils se montrent larges.

1. Nous lisons dans le *Figaro* du 12 janvier 1921 : « En novembre 1918, MM. Baligand et Michenaud, industriels à Paris, avaient engagé un comptable qui s'était présenté à eux comme grand blessé et décoré de la Légion d'honneur. Quelques jours après ce comptable, nommé Gribouski disparaissait. Il avait volé à ses patrons un chèque en blanc, avait imité leur signature et, présentant son faux à la Banque de France où MM. Baligand et Michenaud avaient un compte-courant, il se fit remettre 60.000 francs. Depuis, il fut arrêté et condamné. — Mais la Banque débita le compte courant de MM. Baligand et Michenaud de 60.000 francs, tout comme s'ils eussent eux-mêmes touché le chèque. Elle ne se trouvait nullement responsable : un chèque avait été présenté et elle avait payé. Un établissement de crédit n'est pas responsable, disait-elle, en cas de perte ou de vol d'un chèque. C'était le titulaire du compte qui devait supporter la perte. — On plaïda, MM. Baligand et Michenaud soutinrent que lorsqu'ils s'étaient fait ouvrir un compte, ils avaient déposé le modèle de leur signature. Et précisément le faussaire Gribouski avait fort mal imité leur signature. Une simple comparaison eût suffi pour éviter le paiement. — Après plaidoiries de MM^{es} Ignace et Ulrich, le Tribunal a condamné la Banque de France au paiement des 60.000 francs envers MM. Baligand et Michenaud. »

Dans ce sens, on peut citer notamment un Jugement du Tribunal de Commerce de Marseille du 29 juin 1906 : « Attendu que si l'on examine avec soin les mots signalés à l'attention du Tribunal, il apparaît bien qu'un grattage et des surcharges ont été habilement faits par un faussaire, mais qu'il ne serait plus possible en quelque sorte de soupçonner le faux si l'on regardait avec des yeux non prévenus, dans son ensemble, le document incriminé : qu'on ne saurait en l'état faire un grief à la Société défenderesse de ce que son préposé au guichet des visas des chèques n'a pas reconnu le faux en question... » *Le Droit*, 25 octobre 1906). Dans le même ordre d'idées, le Tribunal civil de la Seine, par une décision du 11 janvier 1870 (D. P., 1870, 3, 54) limite la responsabilité du tiré à l'hypothèse « où la signature est grossièrement imitée ». Il l'écarte, « bien qu'un examen approfondi révèle des différences très nettes établissant avec certitude la fausseté, si la signature constitue dans son ensemble une imitation assez exacte de la signature vraie, si elle est de nature à faire illusion et a pu tromper un employé duquel on ne saurait exiger la compétence d'un expert en écritures » (Tribunal civil de la Seine, 21 décembre 1895, D. P., 1896, 2, 401).

Tantôt, au contraire, les Tribunaux se montrent sévères pour le tiré, comme nous l'avons vu ci-dessus, estimant implicitement qu'il doit supporter les risques inhérents à son métier puisqu'il encaisse les bénéfices ;

sans peut-être s'en rendre un compte bien exact, ils font l'application de l'adage ancien : « Ubi emolumentum ibi onus ».

En Angleterre les Banques sont très minutieuses en ce qui touche la signature du tireur : elles exigent qu'elle soit très lisible et complète : c'est-à-dire que la signature doit être aussi bien écrite que les mentions qui la précèdent et qui sont de la même main, et qu'elle doit comprendre non seulement le nom, mais au moins un prénom.

En France, au contraire, les signatures sont souvent illisibles — et cela est quelquefois intentionnel. Le client signe d'une façon toute spéciale, compréhensible pour lui seul et les initiés. Il veut ainsi rendre plus difficile l'imitation. Dans ce cas, le tiré doit se reporter — avec plus de soin encore — au spécimen déposé¹.

En résumé, cette question de responsabilité en cas de signature fausse reste sans solution précise. Très souvent, les Tribunaux embarrassés se résolvent à un compromis : ils rendent des jugements à la manière de Salomon. La théorie de la responsabilité partagée leur est d'un grand secours : ils décident qu'il y a faute des deux côtés et répartissent la perte d'une manière

1. Un chèque pourrait-il être signé avec une griffe, reproduisant le fac-similé ? En Angleterre, ce serait possible (*Questions on Banking practice*) ; mais il semble qu'en France il en serait différemment. Les chances de fraude se trouveraient en effet singulièrement aggravées.

plus ou moins équitable. En fait, c'est un assez bon système, car il pousse à la prudence et le tireur et le tiré; mais en droit, ce n'est pas très satisfaisant : la jurisprudence prétorienne comportant trop d'aléas.

Si la signature qui est au bas du chèque est bien celle du tireur et que, par ailleurs, l'instrument soit de tout point régulier, il semble que le tiré n'ait qu'à payer; mais la chose n'est pas si simple que cela. Il peut, en effet, arriver que le tireur ait perdu sa capacité ou soit décédé depuis l'émission du chèque et que le banquier soit au courant de ces événements. La situation est alors fort délicate.

En Angleterre, la difficulté est résolue par la loi. D'après le Bill of exchange Act, of 1882, sec. 75, le banquier ne peut pas payer un chèque dont le tireur est décédé, à supposer qu'il le sache de façon certaine; il retourne le chèque en inscrivant au verso : tireur décédé. Il en est de même en cas de faillite, et même en cas de cessation de paiements, pourvu qu'elle soit notoire. Il en est encore de même quand le tireur est interné ou interdit. Et cela se comprend parce que la Grande-Bretagne analyse le chèque en un mandat.

En Autriche et en Allemagne (loi du 3 avril 1906 et loi du 11 mars 1908), les solutions sont moins nettes : ni le décès, ni l'incapacité du tireur survenus depuis l'émission ne font obstacle au paiement du chèque. Par contre, si le banquier sait que le tireur est en faillite, il ne doit pas payer.

En France, dans la conception traditionnelle, le chèque ne rentre pas dans une catégorie juridique unique. Dans les rapports du tireur et du tiré, il apparaît comme un mandat : dans les rapports du tireur et du bénéficiaire comme une cession de créance. Or, les mêmes règles ne s'appliquent pas à ces deux opérations si bien que l'on aboutit à des difficultés insolubles.

En tant que mandat, le chèque ne devrait pas être payé après la mort, l'interdiction, la déconfiture, la faillite, l'internement du tireur, tout changement d'état qui rend le mandant incapable, mettant fin au mandat. C'est ce qu'expliquait Bertrand de Greville, lors de la rédaction du Code : « Il est impossible d'agir au nom d'un homme à qui la loi ne permet pas de stipuler par lui-même ¹ » (Fenet, t. XIV, p. 613). On a vu que le droit anglais s'en tient strictement à cette conception.

Mais, en France, le chèque est, si l'on peut s'exprimer ainsi, amphibie : sous un aspect, mandat ; sous un autre, cession de créance ². Bien que la cession

1. Pour plus de détail, voir Planiol, *loc. cit.*, t. II, p. 696, 705.

2. Il est extrêmement curieux de noter que, à Rome, le transport d'une créance n'était au début qu'une sorte de mandat. « Notre transport de créance moderne n'est pas autre chose qu'une ancienne institution romaine : la *procuratio in rem suam*. Les Romains étaient partis de cette idée que les créances étaient incessibles, mais après l'établissement de la procédure formulaire ils admirèrent qu'on pouvait faire exercer l'action en justice par un « procurator ». En dispensant le mandataire de rendre compte, on lui permettait de garder pour lui ce qu'il obtenait du débiteur : on faisait presque de lui un cessionnaire de la créance. L'opération était encore fragile et impar-

paraisse née du mandat, elle n'obéit pas du tout aux mêmes règles, surtout quand il s'agit de titres à ordre. Dès l'instant que le chèque lui est remis, le bénéficiaire est, jusqu'à concurrence, réputé propriétaire de la provision, de telle sorte que ni le décès, ni l'incapacité, ni la faillite du tireur n'ont d'effets sur ses droits. Cela n'est contesté par personne, semble-t-il, en tout cas, la jurisprudence est fixée dans ce sens (Orléans, 28 mai 1909, *Gaz. Trib.*, 27 août 1909). Voici ce qu'écrivait à ce sujet MM. Lyon-Caen et Renault : « Quand il y a provision, le porteur doit-il être considéré comme ayant droit à celle-ci, de telle sorte qu'il pourrait la toucher malgré la faillite du tireur ? Nous avons étudié une question analogue pour la lettre de change et nous avons vu que le Code de Commerce ne l'a pas expressément prévue, mais que, depuis longtemps, la jurisprudence est fixée dans le sens du droit du porteur. Le loi de 1865 ne s'est pas plus expliquée que le Code de Commerce : mais il semble évident que la solution, admise pour la lettre de change, doit être appliquée au chèque à fortiori. L'attribution de la provision au porteur d'une lettre soulève des objections qui ne se présentent pas ici. Il a été dit que, la

faite de deux façons : 1° le mandat prenait fin par la mort du mandant ; 2° jusqu'à la *litis contestatio* (exercice de l'action). La créance était réputée appartenir au mandant qui pouvait en disposer et l'éteindre. On consolida d'abord le droit du cessionnaire en décidant qu'il pourrait encore agir par voie d'action utile après la mort du cédant... » (Planiol, *loc. cit.*, p. 521, n° 1606.)

lettre de change ne faisant aucune allusion aux rapports du tireur avec le tiré et que le tireur pouvant ne pas être créancier du tiré lors de la création du titre, il était singulier de faire résulter de la lettre même une cession par le tireur de droits qu'il n'a pas et qu'il n'aura peut-être jamais. Rien de semblable pour le chèque qui suppose forcément la provision : il est très naturel de faire résulter du chèque la cession par le tireur des droits qu'il a contre le tiré. Le but de la loi était d'encourager l'emploi des chèques et la solution que nous indiquons est certainement de nature à produire cet effet (*Traité de droit commercial*, deuxième édit., t. IV, p. 394, n° 576).

En résumé, la théorie du chèque-mandat et la théorie du chèque-cession de créance entraînent des conséquences inconciliables, contradictoires. On sera sans doute obligé de soumettre à un examen nouveau et plus approfondi la question de la nature juridique du chèque. Sans quoi il sera difficile d'aboutir à l'unification du droit en matière de chèque, comme on l'a tenté à la Haye en 1912. Si l'on voulait aboutir à une solution sérieuse et non de pure forme, c'est le problème qu'il faudrait d'abord élucider. Dès maintenant, l'on peut estimer que la conception française n'est pas acceptable, sa dualité menant à des résultats antinomiques. En fait, les banquiers payent même après le décès, ou l'incapacité, ou la faillite du tireur, à la seule condition qu'ils n'aient pas reçu d'opposition régulière,

le chèque étant, bien entendu, supposé en bonne et due forme. En fait, cette pratique présente de graves dangers, surtout en cas de décès. Il est alors assez facile de pratiquer des détournements à l'aide de faux chèques. A un autre point de vue, le fisc peut ainsi se voir frustré d'une part de droits successoraux.

Jusqu'ici, nous avons vu que le caissier requis de payer un chèque doit vérifier l'intégrité de la formule et la conformité de la signature avec le spécimen déposé. Il doit ensuite examiner si le libellé est correct. Tout d'abord, dans notre droit, il n'est pas nécessaire que le mot « chèque » figure sur l'instrument. Il en est différemment dans la législation du type allemand et peut-être est-ce préférable. En France déjà, les formules délivrées par certaines Banques — dont la Banque de France — portant cette mention, il paraît désirable qu'elle se généralise. Mais aujourd'hui son absence ne saurait justifier un refus de paiement de la part du tiré. Le chèque doit faire mention du lieu d'émission, cela résulte de la loi du 19 février 1874, article 5 : « Le chèque indique le lieu d'où il est émis ». Cette disposition s'explique par un double motif : d'abord que le timbre est variable, selon que le chèque est sur une même place ou de place à place, ensuite, que les délais de présentation sont différents. C'est donc le côté fiscal qui domine ici : les sanctions sont des amendes infligées au tireur, mais non au tiré. Du point de vue qui est le nôtre dans cette étude, la

question du lieu d'émission ne présente qu'un intérêt médiocre. D'ailleurs, les formules imprimées remises par les Banques contiennent l'indication du lieu d'émission : il n'y a donc guère de difficultés à prévoir à cet égard.

A côté du lieu de création doit figurer la date : il est expressément stipulé dans la loi du 19 février 1874, art. 5, « que la date du jour où il est tiré est inscrite en toutes lettres et de la main de celui qui a écrit le chèque », et, dans l'article 6, que « le tireur qui émet un chèque sans date, ou non daté en toutes lettres, s'il s'agit d'un chèque de place à place; celui qui revêt un chèque d'une fausse date ou d'une fausse énonciation du lieu où il est tiré, est passible d'une amende de six pour cent de la somme pour laquelle ce chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à cent francs... Cette amende est due, en outre, par celui qui paye ou reçoit en compensation un chèque sans date, ou irrégulièrement daté ou présenté au payement avant la date d'émission. »

Ces prescriptions sont encore d'ordre fiscal, et voici le sens dans lequel l'administration de l'enregistrement les entend. D'abord, il n'y a pas de sanction pour le cas où la date n'est pas de la même écriture que celle du contexte : il n'y en a pas non plus lorsque la date est en chiffres, s'il s'agit d'un chèque sur la même place : il en serait différemment s'il s'agissait d'un chè-

que de place à place¹. Dans ce cas, le quantième et le mois doivent être indiqués en lettres, mais non l'année. Il va de soi que, toutes les fois que le banquier est susceptible d'amende s'il paye, il a le droit d'exiger la régularisation : mais que décider dans les hypothèses où il n'encourt aucune sanction fiscale ? Généralement, dans les formules que remettent les établissements de crédit, il est spécifié que la date doit être en toutes lettres : il en est ainsi, par exemple, de la Banque de France, de la Société générale de Crédit Industriel et commercial. Il semble que les dits Etablissements soient justifiés à exiger que leur clientèle se soumette à leurs indications, ayant pour but d'assurer la sincérité du chèque. Mais il s'est établi une coutume d'après laquelle les chèques directs datés en lettres, sont acceptés : si bien que le tireur est fondé à croire qu'il peut procéder ainsi.

MM. Lyon-Gaen et Renault paraissent estimer que la loi aurait dû imposer la date en lettres dans tous les cas (t. IV, n° 559, en note). La date est, en effet, importante à un double égard : le tireur était-il capable au moment de la création du chèque ? Y avait-il provision ? La première question seule a de l'inté-

1. Il a semblé, porte une solution de l'Enregistrement du 8 août 1877, qu'il serait rigoureux de considérer celui qui paie un chèque comme passible d'une amende pour une contravention commise par le tireur, alors que la loi ne punit pas ce dernier à l'occasion de ce fait et que le législateur ne met pas celui qui paie en mesure de faire régulariser préalablement l'écrit incriminé et d'éviter ainsi l'amende.

rêt pour le banquier au point de vue qui nous occupe ; sa responsabilité pourrait être engagée, à notre sens, s'il payait un chèque daté en chiffres, quand le tireur est notoirement incapable : car l'inscription en chiffres prête plus à la fraude et à l'altération que la date en lettres. Pour ce qui est de la provision, le Banquier n'a pas à se demander si elle existait au moment de la création du chèque : il suffit qu'elle existe lors de la présentation.

Il y a des Etablissements de crédit qui, s'apercevant que la date est en chiffres, demandent au porteur de la transformer en lettres. Cette pratique est à rejeter, car la régularisation doit émaner du tireur et non pas du bénéficiaire.

Aujourd'hui les fraudes en matière de date sont de plus en plus fréquentes, mais leur raison d'être se trouve dans des préoccupations fiscales. Elles ne sont pas en relation étroite avec le problème de la responsabilité civile du tiré qui est l'objet propre de ce travail.

La mention qui, avec la signature du tireur, doit être le plus attentivement examinée par le payeur, c'est celle de la somme à verser. L'une des fraudes le plus à craindre réside, en effet, dans l'augmentation de la dite somme.

La question de responsabilité dans ce cas a été étudiée par tous les auteurs qui ont écrit sur le chèque. D'après les uns, le tireur subit la perte, à moins qu'il ne démontre qu'il y a fraude du tiré. Il en serait

ainsi à raison de l'article 2000 du Code Civil. « Le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes qu'il a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable » (Dans ce sens, Bédarride, *De la lettre de change*, I, n° 381).

D'autres estiment que la différence entre la somme inscrite par le tireur et celle qui a été payée reste à la charge du tiré, sauf s'il y a faute de ce dernier¹.

D'autres enfin, enseignent que le perte ne saurait être pour le tireur, mais que le tiré a un recours contre le signataire de l'acquit (Dalloz, *sup.* Chèque, n° 140).

Ici encore, les Tribunaux s'inspirent presque exclusivement de l'équité : leurs décisions dépendent des circonstances. A notre sens, le tiré devrait, en principe, être présumé responsable, sauf naturellement dol ou faute inexcusable des autres personnes en cause.

Diverses hypothèses nécessitent quelques explications complémentaires. En cas de divergence entre la somme en chiffres — laquelle figure en haut et à droite de la formule — et la somme inscrite dans le corps de l'effet, que devra faire le caissier ? La loi française est muette. Alors que les lois autrichienne et allemande se prononcent pour le paiement de la somme en lettres. Il en est sensiblement de même en

1. Sic, MM. Lyon-Caen et Renault.

Angleterre¹. Cette solution paraît assez raisonnable, la somme en lettres étant moins facile à altérer que la somme en chiffres. Pourtant, la Banque agirait peut-être sagement en exigeant la régularisation.

Quelle devrait être l'attitude du banquier si la somme à payer était en chiffres aussi bien dans le corps du chèque qu'en tête ? MM. Lyon-Caen et Renault écrivent à ce sujet : « Le législateur qui a oublié de dire que la lettre de change doit être signée par le tireur a été plus prévoyant pour le chèque, mais, par contre, il n'a pas parlé ici de mention de la somme à payer : celle-ci peut être inscrite en toutes lettres ou en chiffres. Il n'y a pas, croyons-nous, à tenir compte de l'exigence de l'article 1326 du Code Civil². En admettant que le chèque rentre dans les termes généraux de cet article, il y aurait toujours à dire que c'est un titre dont la loi règle les éléments d'une manière complète » (*loc. cit.*, n° 554, p. 377). Les savants auteurs admettent donc que la somme à payer pourrait être écrite seulement en chiffres. Cette opinion nous paraît risquée. Il y a un usage constant en sens contraire

1. Le banquier peut aussi demander la régularisation s'il le préfère.

2. Le billet ou la promesse sous seing privé par lequel une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit ; ou du moins, il faut qu'outre sa signature, il ait écrit de sa main un « bon » ou un « approuvé » portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose.

et qui ne présente que des avantages. Les Banques feront bien d'y tenir la main. En Angleterre, les Etablissements de crédit refusent alors le paiement (*Questions on Banking*, 143).

Enfin, le libellé du chèque doit indiquer le bénéficiaire. Plusieurs hypothèses sont à envisager. Tout d'abord, le chèque peut être au porteur. « Il offre cet avantage, écrivent MM. Lyon-Caen et Renault, qu'il se transmet de la main à la main et que, par suite, tout le monde peut le présenter. Il diffère du récépissé en ce que celui qui présente le chèque doit l'acquitter pour constater que l'ordre donné par le tireur a reçu son exécution : c'était déjà un usage général que la loi de 1874 a transformé en obligation (art. 5, alinéa 2, et art. 7). Cela atténue un peu l'inconvénient de la forme au porteur dans le cas de perte ou de vol du chèque, puisque celui qui se l'est approprié frauduleusement doit donner son nom ou commettre un faux » (*loc. cit.*, n° 564, p. 385).

Si l'addition des mots au porteur figure sur la formule alors même que le tireur n'aurait pas barré l'expression « à ordre », généralement imprimée, le chèque est réputé payable au porteur : mais que décider dans le cas où il n'existe aucune indication de bénéficiaire ? Le chèque peut-il être tenu pour au porteur ? La législation autrichienne se prononce pour l'affirmative (loi du 3 avril 1906, art. 3).

En Angleterre, le chèque, est, au contraire, regardé comme irrégulier et les Banques ne le payent pas (*Questions on Banking*, 708). Il nous semble qu'en France le tiré devrait suivre l'exemple anglais, car il est à craindre que le dit chèque ne soit qu'un simple projet.

En Angleterre, il existe des Banques qui n'admettent pas que leur clientèle tire sur elles des chèques au porteur (*Questions on Banking*, 697). En France, nous ne connaissons pas d'Etablissement de crédit qui ait édicté une telle prohibition ; mais elle serait licite.

Quand un chèque au porteur¹ est présenté en paiement, le Banquier payeur n'a pas à vérifier l'identité du présentateur. C'est là un point qui est presque hors de discussion² comme le disait Béranger au Conseil d'État à propos de la lettre de change... « La règle générale doit être que l'acceptant paie à tout porteur de la lettre de change qui signe son acquit. On détruit tout l'effet des lettres de change et tous leurs avantages si, pour obtenir le paiement, le porteur est obligé de faire intervenir des juges et des notaires » (Loc. cit., t. XVIII, p. 71).

Ces arguments ont plus de valeur encore en ce qui concerne le chèque, car le paiement doit être rapide — si l'on veut que ce mode de règlement se développe.

1. Mêmes règles quand le chèque est à ordre.

2. Il y a cependant quelques décisions de justice en sens opposé, mais elles s'expliquent par des circonstances de fait spéciales (Cour de Montpellier, 4 janvier 1909, *Le Midi vinicole*, 26 janvier 1909).

En conséquence, le Banquier ne peut pas exiger de pièces d'identité¹. Il ne peut pas davantage réclamer l'adresse du preneur. Sauf circonstance exceptionnelle, cela ne servirait à rien : pour y trouver intérêt, il faudrait par exemple, que le caissier, par un hasard providentiel, habitât la maison indiquée. Cependant, cela se fait quelquefois. Certains caissiers demandent au porteur inconnu d'un chèque de signer à nouveau. — quand ce chèque est acquitté d'avance. S'il refusait, ce ne serait pas une raison suffisante de différer le paiement, la Banque pourrait encourir des dommages-intérêts.

En résumé, le bénéficiaire d'un chèque au porteur n'est légalement tenu que d'une obligation, à savoir que l'effet qu'il présente doit être revêtu d'un acquit daté².

Quant au chèque à personne dénommée, il obéit à des règles un peu différentes. Notons d'abord que le chèque à personne dénommée n'implique qu'une mention, celle du nom. Il n'est pas nécessaire d'ajouter les prénoms, l'adresse, la profession. Ce serait utile cependant parce que certains noms sont très répandus et que cela empêcherait le paiement à des

1. A Paris, le siège administratif du Crédit Lyonnais exige des pièces d'identité quand le chèque est important. A la Banque de France, ce n'est pas l'usage.

2. Le chèque, même au porteur, est acquitté par celui qui le touche : l'acquit est daté (Art. 5, loi du 19 février 1874).

Cette disposition est spéciale en France; en Angleterre, le chèque au porteur est payé sur sa simple remise.

homonymes¹. Le chèque à personne dénommée ne peut pas, comme le chèque au porteur ou le chèque à ordre, être payé sur simple acquit daté. La Banque doit exiger des pièces d'identité et non pas seulement des cartes de visite, des enveloppes de lettres. En plus, le bénéficiaire devra renouveler l'acquit s'il l'avait signé hors la présence du caissier.

Il arrive parfois qu'un chèque soit remis à un illettré et la question se pose de savoir à quelles conditions la Banque pourra payer. En Angleterre, l'Etablissement de crédit se borne à demander au porteur de mettre une croix sur le recto du chèque en présence d'un témoin qui signe. Ce témoin pourrait, à la rigueur, être le payeur lui-même (*Questions on Banking*, 1022 et suiv.). En France, la même règle pourrait, croyons-nous, être suivie. En effet, l'article 1282 du Code Civil dispose que « la remise volontaire du titre original sous signature privée par le créancier au débiteur fait preuve de la libération ». Il semble bien que la croix et le témoin suffiraient à établir que la remise a été volontaire. Mais peut-être le fisc élèverait-il des difficultés à raison de la loi du 19 février 1874.

Nous avons examiné les principales mentions — ainsi que les difficultés qui peuvent naître à propos de chacune d'elles — que doit contenir le chèque. Ces

1. Les homonymes n'encourent pas les peines du faux.

mentions, quant à l'écriture, sont de deux sortes : imprimées, manuscrites.

Ces dernières pourraient-elles être écrites au crayon ou dactylographiées ? Le crayon est extrêmement dangereux, car il s'efface beaucoup plus aisément que l'encre et cela sans laisser de traces. En Angleterre, les Etablissements de crédits refusent, en général, le paiement d'un chèque écrit au crayon (*Questions on Banking*). En France, il n'y a ni loi ni usage sur la question. Les Banques s'inspireraient sans doute dans leur attitude de la qualité du porteur.

La dactylographie présente moins de risques d'altération : mais dans ce cas, l'article 5 de la loi du 19 février 1874 ne paraît pas respecté. « Le chèque indique le lieu d'où il est émis. La date du jour où il est tiré est inscrite en toutes lettres et de la main de celui qui a écrit le chèque. » Mais il s'agit d'une loi d'ordre fiscal, et les Banques payent des chèques dactylographiés.

Deux conclusions s'imposent à l'esprit de celui qui étudie le paiement par chèques : d'abord qu'il présente des risques fort nombreux et qui peuvent être très graves, notamment l'altération de la signature du tireur, de la somme à payer, la perte, le vol ; ensuite qu'il n'y a pas de critérium fixe qui permette de répartir les responsabilités entre les diverses parties : tireur, porteur, tiré. On est en face d'une jurisprudence innombrable, mais qui s'inspire presque uniquement de circonstances de fait. A ce dernier égard, comme nous

l'avons indiqué, la situation se clarifierait singulièrement si l'on appliquait la théorie du risque professionnel. Peut-être sera-ce l'objet d'une loi prochaine.

Quant à la réduction des risques, elle pourrait dès aujourd'hui être obtenue si l'on se servait de certaines formes de chèques. C'est ce que nous voudrions sommairement indiquer pour conclure.

CONCLUSION

Il y a des formes de chèques qui offrent plus de sécurité que le chèque ordinaire : nous en signalerons quelques-unes. D'abord, le chèque barré. « Il y a depuis longtemps en Grande-Bretagne, écrivent MM. Lyon-Caen et Renault, une variété de chèques très répandue : ce sont les *croned checks* ou chèques barrés. Régles primitivement par les usages et par des lois spéciales, ils le sont aujourd'hui par la loi de 1882 (articles 76 à 82). Les chèques au porteur offrent un danger : il est à craindre qu'un chèque au porteur ne soit perdu ou volé, ou que le montant en soit touché par celui qui l'a trouvé ou volé ou par un tiers-porteur de bonne foi. Le chèque barré est un chèque qui n'est payable que soit à un banquier déterminé, soit à un banquier quelconque, mais non à une personne exerçant une autre profession. Le nom donné à ce chèque provient de ce qu'il

est traversé par deux barres parallèles : entre ces deux barres, où l'on inscrit le nom d'un banquier, ou l'on écrit les mots « and Co (et Compagnie) », ou bien l'on se borne à barrer le chèque sans rien écrire entre les deux barres. Dans le premier cas, on dit qu'il y a un barrement spécial et le chèque ne doit être payé qu'au banquier désigné ; dans les deux autres cas, on dit qu'il y a un barrement général et le paiement doit être fait à un banquier quelconque. Le barrement peut être opéré par un endosseur et, après avoir été l'objet d'un barrement général de la part du tireur, le chèque peut être barré spécialement par un endosseur. Le barrement sert à prémunir contre les conséquences préjudiciables de la perte ou du vol. En effet, par suite du barrement, l'auteur du vol ou celui qui a trouvé le chèque perdu ne peut en réclamer lui-même le paiement au tiré : il faut qu'il s'adresse, pour lui transmettre le chèque, au banquier spécialement désigné ou à un banquier. Celui-ci peut s'assurer de l'identité de la personne qui veut lui céder le chèque, ce que ne pourrait guère faire le tiré obligé de payer immédiatement. Il y a ainsi de grandes chances pour qu'on arrive à connaître le voleur ou celui qui a trouvé le chèque » (*loc. cit.*, n° 556 bis, p. 387).

Ces lignes des savants auteurs donnent une idée d'ensemble de ce que sont les chèques barrés et de leurs avantages par rapport aux chèques ordinaires, mais elles ne sont que très approximativement exactes

et l'on devrait y faire de nombreux correctifs, si l'on voulait serrer la réalité d'un peu près.

Tout d'abord, le barrement général n'offre, en soi, qu'une sécurité très relative, en France notamment. Jusqu'à la loi du 18 mars 1919, tendant à la création d'un registre de commerce, n'importe qui pouvait se dire banquier : il suffisait de louer un local quelconque, d'installer quelques guichets : aujourd'hui, quelques formalités sont requises, mais elles sont à la portée de qui que ce soit. Dans un tel système, la présentation par l'entremise d'un banquier ne présente pas de garanties absolues : la qualité de banquier n'est pas un gage d'honorabilité. Le barrement spécial est plus sûr puisque le banquier est nommément désigné : mais tous risques ne sont pas absolument écartés.

Sans doute, en Angleterre, le barrement est regardé comme un facteur de sécurité important : mais cela tient davantage aux habitudes des Banques qu'au barrement lui-même. Il est, en effet, d'usage que les Etablissements de crédit ne prennent à l'encaissement que les chèques remis par leurs clients, s'ils sont barrés, ils ne prennent pas ceux que leur apporteraient des clients occasionnels : si bien qu'au dire des auteurs anglais, un chèque barré, aux mains d'une personne qui n'a pas au préalable un compte en Banque, n'est qu'un chiffon de papier sans valeur. De ce fait, les risques d'encaissement illégitimes sont fort atténués, car ces Banques connaissent les porteurs. Et cepen-

dant, en Angleterre même, des abus se sont produits : d'où l'introduction de la clause « not negotiable ». Voici l'explication qu'en donne M. Haristoy : « Même sous l'empire de la loi de 1882, le chèque barré en blanc ou simplement nominativement reste négociable, de telle sorte que s'il est perdu ou volé, l'inventeur ou le voleur devient le véritable propriétaire, celui qui l'a égaré ou à qui il a été volé perdant tous ses droits. Mais la loi de 1877 et, après elle, celle de 1882, donnent au détenteur et au tireur le moyen d'éviter les chances de détournement. Ils n'ont qu'à inscrire sur le chèque les mots « not negotiable ». Dès lors, celui qui reçoit un tel chèque ne peut avoir ni transmettre plus de droits sur le chèque que n'en avait celui qui le lui a cédé. Les mots « not negotiable » n'empêchent pas la cession du chèque : mais comme ils mettent obstacle à ce que le cessionnaire, même de bonne foi, ait plus de droit que son cédant, la personne dépossédée d'un chèque peut le réclamer, même d'un tiers de bonne foi. En effet, le cessionnaire d'un chèque devient l'ayant-cause du cédant ; si ce dernier a trouvé ou volé le chèque, le cessionnaire, même après avoir payé, même en étant de bonne foi, ne peut exciper de cette bonne foi vis-à-vis du véritable propriétaire, à qui il devra rembourser la valeur de l'effet qu'il aurait touché. Ce chèque peut toujours être transmis, par remise ou endossement, mais le cessionnaire devenant l'ayant-cause du cédant, les négociations sont rares

et entourées de précautions » (Haristoy, *loc. cit.*, p. 122).

D'autre part, en Angleterre, les chèques — soit ordinaires, soit surtout barrés — ne donnent presque jamais lieu à encaissement, mais à compensation et à inscription en compte. Enfin, il faut ajouter que les peines sont très graves : ce sont les peines du faux. Pour toutes ces raisons, les chèques circulent à peu près aussi facilement — sinon plus facilement — que les billets.

En France, la situation est très différente. D'abord, les chèques barrés n'ont pas pris le développement qu'on espérait, parce que les personnes qui ont des comptes en Banque sont relativement assez rares et que, pour les autres, le chèque barré est d'un maniement assez malaisé. Contrairement aux Banques anglaises, les Etablissements de crédit français reçoivent ces chèques à l'encaissement de clients occasionnels, ce qui enlève une part de sécurité; mais ils ne les payent pas immédiatement; ils ne les payent que s'ils arrivent à bonne fin, c'est-à-dire après encaissement. Sans doute, ce délai facilite les oppositions, mais les victimes de chèques altérés ne s'en aperçoivent souvent qu'assez tard et par suite le remède n'est pas toujours efficace. Enfin, en France, les pénalités sont moins efficaces qu'en Angleterre, encore que la loi du 2 août 1917 ait amélioré l'état de chose antérieur. Bref, le barrement, si avantageux qu'il soit

au point de vue de la sécurité, laisse cependant une marge assez large de risques.

Il existe aux Etats-Unis une variété de chèques dans laquelle la sécurité est, pour ainsi dire, absolue; ce sont les chèques certifiés (*certified checks*). « Il y a, disent MM. Lyon-Caen et Renault, certification d'un chèque lorsque le tiré ou son représentant s'oblige à le payer, de telle sorte que la certification est analogue à une acceptation (*acceptance*). Il n'y a pas de forme spéciale prescrite pour la certification d'un chèque. Le plus souvent, elle se fait à l'aide de l'inscription du mot « *good* » sur le recto du chèque opéré par le tiré ou par son représentant. Parfois, le tiré ajoute à ce mot son nom ou ses initiales : il indique même une date de paiement. La certification a pour objet d'obliger le tiré au paiement et de faire perdre au porteur tout droit contre le tireur et contre les endosseurs antérieurs. Le banquier ne peut plus soutenir que la signature du tireur est fausse ni que le tireur n'avait pas chez lui de fonds disponibles » (*loc. cit.*, n° 561 bis, p. 384). Ces explications de MM. Lyon-Caen et Renault sont, en somme, exactes, mais un peu abstraites. Voici pratiquement comment les choses se passent : le débiteur qui désire régler par chèque un créancier se rend d'abord à sa Banque pour y faire déclarer « bon » le chèque qu'il compte remettre : la Banque vérifie l'instrument et l'état de l'avoir et revêt l'effet de la mention sollicitée, en débitant immédiatement le

compte de son client de même somme. Bref, il y a affectation de provision audit chèque. Sans doute, même avec ce chèque, des risques de perte et de vol subsistent, mais ce sont les moins dangereux, car les victimes s'en aperçoivent généralement à temps pour pouvoir faire opposition. Ce qui disparaît, c'est l'aléa de l'escroquerie au chèque, du chèque non provisionné. Il est vrai que l'émission d'un chèque sans provision est réprimé en France, mais il y a des gens qui craignent peu la prison, et en tout cas, ce n'est pas parce que l'émetteur sera sous les verrous que le porteur sera réglé. Grâce à la certification, le chèque circule à l'égal d'un billet de banque. Il est vraisemblable que si cette pratique se faisait recevoir en France, l'on verrait le paiement par chèque prendre un grand essor.

- L'essentielle raison qui fait que l'on prend un chèque d'un inconnu avec une certaine méfiance, c'est que l'on redoute qu'il ne soit pas provisionné.

En Allemagne, il existe aussi un chèque supérieur au chèque ordinaire au double point de vue de la sécurité et de la compensation : c'est le chèque « *nür zu verrechnung* ». Il est ainsi décrit dans une loi du 11 mars 1908 : « Le tireur, ainsi que tout porteur d'un chèque, peuvent défendre qu'on paye le chèque au comptant, en inscrivant sur le recto la mention transversale suivante : « seulement pour compensation ». Dans ce cas, le tiré ne peut liquider le chèque que par voie de compensation. La compensation vaut paiement au sens de la

oi. La défense est irrévocable; sa violation rend le tiré responsable du préjudice qui en résulte. »

Il est clair que l'encaissement de ce chèque ne présente que peu de risques; il n'est pas susceptible d'être payé en numéraire; par conséquent, il faut nécessairement être titulaire d'un compte en Banque pour pouvoir en bénéficier. Dans de telles conditions, les auteurs de fraudes seront assez facilement retrouvés.

On peut observer que le chèque de compensation ressemble aux mandats-rouges de la Banque de France; comme on le sait, ces mandats ne donnent pas lieu à un maniement de fonds; ils ne servent qu'à débiter un compte et à en créditer un autre. Ils supposent que les personnes en cause sont clientes de la Banque.

En résumé, les chèques certifiés américains, et les chèques de compensation allemands sont fort loin de comporter les mêmes risques que le chèque ordinaire; mais ils présupposent dans un pays une éducation économique très avancée; ils ne peuvent donner de résultats appréciables que là où presque tout le monde se sert des Banques comme de caissiers. C'est le cas de l'Angleterre et des Etats-Unis. Comme l'écrivait M. Paul Leroy-Baulieu : « L'Angleterre fait face ainsi à d'énormes affaires avec un stock métallique qui ne représente que 40 % du stock métallique français et avec une émission de billets qui ne dépasse pas le cinquième des billets que la Banque de France tient en circulation. C'est la vérification la plus com-

plète de notre assertion que les billets de banque, après avoir économisé la monnaie, finissent eux-mêmes par céder en grande partie la place à des procédés plus perfectionnés de paiement. C'est ce qui arrive du moins dans tous les pays où l'organisme des Banques est souple, actif, où la population est éveillée et sensible à tous les procédés de simplification » (*Traité d'économie politique*, 2^e édition, t. III, p. 638).

La France n'est pas encore parvenue à ce stade : c'est ce que rappelait à la Chambre des Députés un excellent observateur des choses du pays, M. Ribot : « Dans son ignorance, le public français résiste beaucoup à l'emploi des moyens abrégés de paiements qui s'appellent le chèque et la compensation. Beaucoup de nos négociants gardent en espèce la provision nécessaire pour payer l'effet de commerce à l'échéance. Comment compenser ? Il faut bien que le garçon de banque se présente, car des espèces métalliques et des billets sont nécessaires dans toutes les caisses des petits négociants qui s'obstinent à faire eux-mêmes ces paiements » (Discours à la Chambre des Députés, 30 mai 1897).

Sans doute, depuis 1897, la situation s'est modifiée en France : le nombre des comptes en Banque s'est beaucoup accru ; mais il reste relativement faible vis-à-vis de l'Angleterre et des Etats-Unis ; ce qui le prouve, c'est que la proportion des chèques barrés reste immense. En effet, les chèques ouverts peuvent être touchés par n'importe qui, tandis que les chèques barrés ne peuvent l'être que

par des banquiers ou des personnes assimilées : agents de change, caissier-payeur central, trésoriers-payeurs généraux : d'où leur limitation aux classes sociales qui ont des comptes.

En définitive, l'on arrive à cette conclusion qu'il y a dans d'autres pays des variétés de chèques — chèques certifiés et chèques de compensation — qui suppriment presque les aléas inhérents à ce mode de paiement. Malheureusement, ces chèques ne rencontreraient pas aujourd'hui en France le terrain qui leur permettrait de rendre tous les services qu'ils rendent ailleurs. Il serait cependant utile de leur donner droit de cité, parce qu'il faut toujours du temps pour que des procédés nouveaux s'acclimatent et que déjà leur utilité serait très appréciable.

Pendant la guerre, la Banque de France — dans un but de sécurité — a créé une très curieuse sorte de chèques : les chèques déplacés sans visa. Voici en quoi ils consistent : ce sont des chèques émis pour des sommes fixes — 100 et 200 francs — payables sans visa préalable dans tout les comptoirs de la Banque de France. Ils sont délivrés par carnets de dix chèques et sont payables à vue et sans frais à tout bénéficiaire. Ils offrent l'avantage de remplacer des billets de banque qui peuvent être perdus ou volés par un effet payable également à présentation, mais qui présente la sécurité de ne pouvoir être utilisé que revêtu de la signature du titulaire du carnet de chèque. Les carnets de chèques D. S. V. peuvent être

délivrés à toute personne qui constitue la provision nécessaire (Noté circulaire 1766, 5 décembre 1918).

Il ne semble pas que cette création ait donné d'importants résultats. Si petit qu'il soit, le formalisme répugne un peu aux habitudes françaises.

Vu :

Le Président de thèse,

A. WAHL.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPELL.

ANNEXES

Loi du 14 juin 1865, réglementant l'usage du chèque

ARTICLE PREMIER.— Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie de fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles.

Il est signé par le tireur et porte la date du jour où il est tiré. Il ne peut être qu'à vue. Il peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée. Il peut être souscrit à ordre et transmis même par voie d'endossement en blanc.

ARTICLE 2. — Le chèque ne peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable; il est payable à présentation.

ARTICLE 3. — Le chèque peut être tiré d'un lieu sur un autre ou sur la même place.

ARTICLE 4. — L'émission d'un chèque, même lorsqu'il est tiré d'un lieu sur un autre, ne constitue pas, par sa nature, un acte de commerce. Toutefois, les dispositions du Code de Commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie, en matière de lettres de change, sont applicables aux chèques.

ARTICLE 5. — Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours, y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de huit jours, y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu.

Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans les délais ci-dessus perd son recours contre les endosseurs; il perd aussi son recours contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré, après les dits délais.

ARTICLE 6. — Le tireur qui émet un chèque sans date ou qui le revêt d'une fausse date est puni d'une amende égale à 6 % de la somme pour laquelle le chèque est tiré.

L'émission d'un chèque sans provision préalable est passible de la même amende, sans préjudice de l'application des lois pénales, s'il y a lieu.

Les chèques sont exempts de tout droit de timbre pendant dix ans, à dater de la promulgation de la présente loi.

Loi du 19 février 1874 portant augmentation des droits d'enregistrement et de timbre

ARTICLE 5. — Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1865 : Le chèque indique le lieu d'où il est émis. La date du jour où il est tiré est inscrite en toutes lettres et de la main de celui qui a écrit le chèque. Le chèque, même au porteur, est acquitté par celui qui le touche; l'acquit est daté. Toutes stipulations entre le tireur, le bénéficiaire ou le tiré, ayant pour objet de rendre le chèque payable autrement qu'à vue et à première réquisition, sont nulles de plein droit.

ARTICLE 6. — L'article 6 de la loi du 14 juin 1865 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Le tireur qui émet un chèque sans date, ou non daté en toutes lettres, s'il s'agit d'un chèque de place à place; celui qui revêt un chèque d'une fausse date ou d'une fausse énonciation du lieu d'où il est tiré, est passible d'une amende de 6 % de la somme pour laquelle le chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 fr. La même amende est due personnellement et sans recours, par le premier endosseur ou le porteur d'un chèque sans date ou non daté en toutes lettres, s'il est tiré de place à place, ou portant une date postérieure à l'époque à laquelle il est endossé ou présenté. Cette amende est due, en outre, par celui qui paye ou reçoit en compensation un chèque sans date ou irrégulièrement daté ou présenté en paiement avant la date d'émission. Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende sans préjudice des peines correctionnelles, s'il y a lieu.

ARTICLE 7. — Celui qui paye un chèque sans exiger qu'il soit acquitté est passible personnellement et sans recours d'une amende de 50 francs.

ARTICLE 8. — Les chèques de place à place sont assujettis à un droit de timbre fixe de 20 centimes. Les chèques sur place continueront à être timbrés à 10 centimes. Sont applicables aux chèques de place à place non timbrés, conformément au présent article, les dispositions pénales des articles 4, 5, 6, 7, 8 de la loi du 5 juin 1850. Le droit de timbre additionnel peut être acquitté au moyen d'un timbre mobile de 10 centimes.

ARTICLE 9. — Toutes les dispositions législatives relatives aux chèques tirés de France sont applicables aux chèques tirés hors de France et payables en France.

Les chèques pourront, avant tout endossement en France, être timbrés avec des timbres mobiles.

Si le chèque tiré hors de France n'a pas été timbré, conformément aux dispositions ci-dessus, le bénéficiaire, le pre-

mier endosseur, le porteur ou le tiré, sont tenus, sous peine de l'amende de 6 %, de le faire timbrer aux droits fixés par l'article précédent avant tout usage en France.

Si le chèque tiré hors de France n'est pas souscrit conformément aux prescriptions de l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1865 et de l'article 5 ci-dessus, il est assujetti aux droits de timbre des effets de commerce. Dans ce cas, le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré sont tenus de le faire timbrer avant tout usage, en France, sous peine d'une amende de 6 %.

Toutes les parties sont solidaires pour le recouvrement des droits et amendes.

Loi du 30 décembre 1911 réglementant l'usage du chèque barré

ARTICLE PREMIER. — La loi du 14 juin 1865 est complétée par les dispositions suivantes :

« Article 8. — Le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier; il ne peut être tiré que sur un banquier.

» Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur.

» Article 9. — Le barrement peut être général ou spécial.

» Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou seulement la mention : « et Compagnie »; il est spécial si le nom d'un banquier est inscrit entre deux barres.

» Le barrement général peut être transformé en barrement spécial.

» Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier.

« Il est interdit au porteur d'effacer le barrement ainsi que le nom du banquier désigné.

« Article 10. — Le tiré qui paie le cheque barré à une personne autre qu'un commerçant ou le banquier désigné, ou à une personne autre que le titulaire du compte ou le barrement spécial, n'est pas libéré. »

ARTICLE 2. — Le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi du 10 février 1874 est remplacé par le paragraphe suivant :

« Toutefois, en ce qui concerne les chèques remis par un commerçant à une chambre de compensation, la police d'ap-
prouver par le tiré ou le porteur, tout à fait, dans le montant
« compensé ».

BIBLIOGRAPHIE

Loi du 14 juin 1865.

Loi du 19 février 1874.

Loi du 1882 (art. 76 à 82).

Loi du 9 avril 1898.

Loi du 30 juin 1899.

Loi du 12 avril 1906.

Loi du 30 décembre 1911.

Loi du 15 juillet 1914.

Loi du 2 août 1917.

Loi du 18 mars 1919.

Bill of exchange Act, 1882.

Loi autrichienne du 3 avril 1906.

Loi du 11 mars 1908 (loi allemande).

Questions on Banking practice (6^e édition, 1909).

Th. Barclay et Emm. Danville. — *Les effets de commerce en ce qui concerne le droit anglais*, Chap. XXIV, Paris, 1884.

Bédarride. — *Commentaires de la loi du 14 juin 1865 et Lettre de Change*).

Dalloz. — *Répertoire*.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

Le Droit.

Fenet. — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code Civil* (1827-28), t. XIV.

Haristoy. — *Virements en banque et Chambres de compensation*.

Leroy-Beaulieu. — *Traité d'économie politique*, 2^e édition, t. III.

Loché. — *Législation civile, commerciale et criminelle de la France* (1829-38), t. XVIII.

Lyon-Caen et Renault. — *Traité de droit commercial*, t. IV.

Nouguier. — *Commentaire théorique et pratique des lois de 1865 et de 1874.*

Planiol. — *Traité élémentaire de Droit civil*, 7^e édition, 1917 t. II.

Pothier. — *Œuvres*, 2^e édition, Paris, 1861-62.

Thaller. — *Manuel de Droit commercial.*

Documents parlementaires.

TABLE DES MATIERES

Introduction. — De la responsabilité du tiré en matière de chèque.....	7
Chapitre Premier. — Précautions qui doivent entourer la délivrance d'un carnet de chèques.....	27
Chapitre II. — Vérifications à opérer par la Banque au moment du paiement des chèques.....	46
Conclusion	69
Annexes	81
